

*l'Anti*capitaliste

n°246 | 12 juin 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Pour un Mondial de la révolte sociale!



REUTERS/PILAR OLIVARES

Dossier

**Brésil, le Mondial
de la colère**

Pages 6 et 7



ÉDITO

Front national: bonnets
bruns et bruns bonnets!
Page 2

PREMIER PLAN

SNCF: en grève
jusqu'au retrait!
Page 3

ACTU INTERNATIONALE

Palestine: après l'union
Hamas - Fatah
Page 5

LIBRE EXPRESSION

État espagnol: entretien avec Raul
Camargo (Izquierda anticapitalista)
Page 12





Par ALAIN POJOLAT

Front national: bonnets bruns et bruns bonnets!

Jean-Marie Le Pen pète la forme: en deux semaines, il aura réussi à défrayer la chronique par deux déclarations qui ne peuvent être qualifiées que d'apologies génocidaires, l'une en invoquant « Mrg Ebola qui réglerait en quelques mois les problèmes de surpopulation en Afrique », l'autre en promettant le four crématoire à Patrick Bruel... Paroles ignobles, qui « n'étonneront » que les amnésiques. De « Durafour crématoire », aux « chambres à gaz qui ne sont qu'un détail dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », le président d'honneur (sic) du FN n'a jamais cessé de revendiquer une proximité idéologique, sinon une filiation, avec le régime nazi ou celui de ses émules français. Nombre de fondateurs du parti étaient d'ailleurs issus de la collaboration. Trop jeune pour avoir connu cette heure de gloire, Le Pen devra se contenter de son passé de simple tortionnaire pendant la guerre coloniale algérienne. Les dirigeants du FN poussent des cris d'orfraie, prétendant se démarquer d'un discours qui depuis 30 ans nourrit leur fonds de commerce. La fille de l'autocrate parle de « faute politique », son gendre d'« imbécillité » et Gilbert Collard l'invite à prendre sa retraite. Pas si sûr que ce conseil soit suivi d'effet... Comme il l'a lui-même rappelé lundi 9 juin, le fondateur du parti a reçu de nombreux messages de soutien issus des fanges les plus racistes et xénophobes de la société qui s'identifient à ce discours. Antisémitisme, racisme, nationalisme, xénophobie restent des identifiants essentiels pour le FN, et le statut de Jean-Marie Le Pen, qui n'est plus directement en responsabilité, lui permet de jouer ce rôle provocateur à moindre coût, allant jusqu'à qualifier de « formation bizarre et sans consistance » le « Rassemblement bleu Marine » initié par sa fille.

Depuis sa fondation, le Front national cherche en permanence à faire l'alchimie entre une respectabilité institutionnelle et des racines politiques ouvertement fascistes. Cette répartition des rôles a jusqu'alors fonctionné, au point de permettre à ce parti de gagner l'élection européenne. Nous devons tout faire pour que l'heure de la contre-offensive sonne enfin. Comme le montre aussi l'audience de Dieudonné et Soral, le front de l'antiracisme, de l'antisémitisme doit être, plus que jamais, une de nos priorités, sans négliger de rappeler encore et toujours que la politique du gouvernement PS-Medef en fournit le meilleur des terrains...

BIEN DIT

Les dirigeants de La Poste ne veulent plus du service public qu'on a connu. Ils sont là pour faire de l'argent. Nous voulons combattre ça.

Les élus des communes d'Oursbelille, Bazet et Ibos, dans les Hautes-Pyrénées, qui protestent contre les aménagements d'horaires d'ouverture de leurs bureaux de poste (La Dépêche du mercredi 4 juin 2014).

À la Une

Brésil: et si la contestation sociale gagnait le Mondial?

On le préférerait lorsqu'il marquait des buts. Devenu président de l'UEFA (Union européenne de football), Michel Platini a opté pour les tackles, principalement à destination du peuple brésilien, à qui il a demandé, sans rire et sans vergogne, « d'attendre un mois avant de faire des éclats sociaux » (sic).

C'est que, pour tous ceux qui ont misé, dans tous les sens du terme, sur la bonne tenue du Mondial au Brésil, les enjeux sont importants. La FIFA (fédération internationale de football), prétendue « association à but non lucratif », compte quasiment mille millions d'euros de chiffre d'affaires, plus de 50 millions de bénéficiaires, et environ un milliard de réserve financière...

À qui profite le match?

Pour la FIFA, et toutes les firmes avec qui elle travaille en bonne entente (Coca Cola, Adidas, McDonald's...), l'enjeu est donc de taille. Tous les quatre ans, le Mondial est l'occasion de réaliser de juteux bénéfices sur le dos des budgets publics du pays accueillant. Et peu importe bien entendu l'état de délabrement dans lequel ils laisseront la situation sociale du pays.

Denier hôte en date, l'Afrique du Sud a vu les surcoûts liés au Mondial dépasser les 1700%, faisant doubler la dette extérieure du pays! Et chacun sait à qui la facture des dettes publiques est présentée par les gouvernements à la solde de l'ordre dominant: au peuple, même lorsque plus de la moitié de celui-ci vit au-dessous du seuil de pauvreté, ce qui est le cas en Afrique du Sud. Au Brésil, les promesses politiques initiales – le financement du Mondial serait privé et les retombées publiques – se sont rapidement inversées. Des 600 millions d'euros qui devaient être assurés par des fonds privés, le budget de fonctionnement a explosé et fluctue selon les versions autour de 2,5 milliards d'euros. Seule certitude, l'argent public le renflouera dans l'écrasante majorité des cas. Le coût lié aux infrastructures,



lui, est estimé à plus de 10 milliards. Quant à la suractivité économique liée à l'affluence de l'événement, ce ne sont pas les petits vendeurs à la sauvette, nombreux au Brésil, qui pourront en profiter: un périmètre de 2 kilomètres de sécurité, surprotégé par l'armée et la police, a été installé autour des stades et strictement réservé à l'activité commerciale dûment agréée par la FIFA. Stades et autres infrastructures pour lesquelles 170 000 familles vivant dans les favelas ont été délogées de force.

Le Mondial de la révolte

Aussi, dans un pays où les prix flambent depuis plusieurs années déjà – pour les denrées alimentaires,

les loyers ou les transports – quoi de plus légitime que de se révolter et de réclamer son dû. Dans ce Brésil, dont on aime dire que son peuple vit à l'unisson des victoires de sa « sélection », l'équipe nationale, voilà que depuis un an le Mondial cristallise le mécontentement au point que le gouvernement et les institutions footballistiques internationales en sont venus à implorer une qualification de l'équipe du Brésil pour les huitièmes de finale et plus... Car sinon, le Mondial risquerait alors de n'être plus, aux yeux des Brésiliens, que l'immense fléau économique qu'il est en réalité.

L'approche des premiers matches ne « calme » pas les esprits, et trompe les pronostics officiels, tendant même

à raviver les mobilisations sociales. La lutte s'élargit, s'intensifie, s'enracine, marquée notamment par une manifestation de 20 000 personnes du mouvement des travailleurs sans toit, ainsi que par une grève des employés des transports à Sao Paulo. Un mouvement où les grèves s'ajoutent aux manifestations de rue à de quoi inquiéter le gouvernement et la classe possédante brésilienne.

Les luttes sociales déjà en finale!

Voilà donc un Mondial qui promet d'être chaud et plein de rebondissements. La contestation sociale s'est déjà qualifiée pour la finale, et c'est l'équipe qu'il nous faut soutenir. Notre solidarité affichée avec celles et ceux qui luttent et lutteront durant le Mondial est essentielle: contre la répression des manifestations et leur criminalisation par un possible recours aux mesures « antiterroristes »; contre les expulsions de familles jetées à la rue par milliers; contre l'organisation mafieuse d'une prostitution de masse qui touchera les villes où auront lieu les matches; et contre le coût de la vie face auquel travailleurs, jeunes, paysans sans terres, habitants sans toit se dressent. Il est nécessaire de dire, ici aussi, que ceux qui luttent là-bas ne sont pas seuls face au pouvoir, et qu'ils nous montrent la marche à suivre. Comme le clame le collectif unitaire de solidarité avec ces mobilisations auquel participe le NPA, « la coupe est pleine »! Et lorsqu'elle déborde, nos revendications et notre aspiration au changement de société doivent pouvoir se faire entendre clairement, par-delà les frontières, dans ce monde où décidément, rien, pas même le ballon de foot, ne tourne rond.

Olivier Besancenot

CÉRÉMONIES DU DÉBARQUEMENT

La crise ukrainienne s'invite en Normandie

Hollande réussira-t-il à enchaîner un dîner avec Obama puis un souper avec Poutine? Les dirigeants américain et russe ne voulaient pas se rencontrer: finiront-ils par se parler? Le nouveau président ukrainien, Porochenko, est également invité: Poutine et lui se serreront-ils la main? Le fait que la réponse à ces trois questions ait été positive a suffi à certains commentateurs pour se mettre à parler d'une « victoire diplomatique » du président français...



Grandes manœuvres en Normandie... DR

Voilà pour l'anecdote. Mais derrière la superficialité du traitement médiatique, il y a des questions graves. La crise ukrainienne a été omniprésente dans les échanges entre chefs d'État, avant comme pendant les cérémonies du 70^e anniversaire du Débarquement.

Ukraine, arène des impérialismes

Occupant une place charnière entre l'est et l'ouest européen, l'Ukraine est en effet devenue le terrain d'un affrontement larvé entre puissances impérialistes – États centraux de l'Union européenne, Russie, États-Unis. Toutes défendent leurs

Un monde à changer

ÉTHIOPIE. C'est le nouvel Eldorado capitaliste! Le géant du prêt-à-porter H&M a annoncé fin août 2013 vouloir étendre son réseau de fournisseurs à l'Éthiopie. H&M et de nombreux autres opérateurs de la filière textile et habillement sont animés par une recherche permanente de travailleurs les moins chers possible. Par ailleurs, le Bangladesh devient de leur point de vue un peu problématique: les salaires y sont bas et les travailleurs qualifiés, mais il y existe une certaine instabilité politique ou sociale, et des événements, comme les 1100 morts de l'effondrement du Rana Plaza, peuvent ternir l'image des grandes marques. L'Éthiopie entre donc en scène. Huajian, une entreprise chinoise de chaussures, y a installé une usine de 3000 ouvriers. Son «general manager» résume ainsi les choses: «*En Chine, on devrait payer un ouvrier entre 450 et 500 dollars par mois. Ici, c'est 50 dollars*». Toutes les marques commencent à songer à l'Éthiopie: Calvin Klein, Wrangler, Lee Jeans, Diesel, Carrefour, ainsi que Zara, Marks&Spencer, etc.

Tout est mis en œuvre par le gouvernement éthiopien pour séduire les investisseurs. Tout d'abord, la loi du «tax free» pendant les cinq premières années qui suivent la création d'une usine: les importations de machines et de matières premières ne sont pas taxées, de même que les bénéfices. Il y a aussi la création de zones industrielles et une liberté syndicale limitée. Même si l'Éthiopie est encore loin des performances de l'Asie du Sud-Est, le gouvernement a en tête un modèle «à la chinoise». Des usines regroupant des milliers d'ouvriers y ont poussé. Plus grand fabricant de vêtements en coton du pays, le groupe manufacturier turc Ayka Addis emploie plus de 7000 ouvriers. L'Éthiopie est une illustration supplémentaire de ce que Marx écrivait dès 1848 dans le *Manifeste communiste*: «*La bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations*». Ce faisant ajoutait Marx: «*la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs*»: les prolétaires modernes.

SNCF En grève jusqu'au retrait!

«*Cette grève me paraît potentiellement dangereuse. Si elle était reconduite et entraînait des perturbations excessives dans le pays, je crois que le gouvernement, qui se trouve dans une position affaiblie, pourrait être tenté d'annuler la réforme*» dit Guillaume Pepy, le patron de la SNCF, le jeudi 5 juin 2014...

Les cheminotEs sont en grève depuis le 10 juin à 19h. À l'heure où ces lignes sont écrites, nous ne connaissons pas encore le pourcentage de grévistes, mais nous pouvons déjà dire qu'il reflétera le climat explosif qui existe à la SNCF depuis quelques semaines.

Le premier indice de ce climat a été la participation massive à la manifestation nationale du 22 mai: plus de 20000 cheminotEs (dont beaucoup de jeunes) y ont participé, c'est-à-dire près d'un cheminot sur cinq (sans compter les cadres). Et depuis, dans tous les services et toutes les régions, la colère s'est exprimée massivement pendant la préparation de la grève: refus de la division de la SNCF en trois entreprises différentes et de la privatisation, refus de l'abrogation du RH 0077 (réglementation du travail à la SNCF) et de la dégradation des conditions de travail, mais aussi refus du sous-effectif permanent et des suppressions de postes, des bas salaires et du management agressif... Tout cela démontre que les cheminotEs sont majoritairement en colère et prêts à se battre, et ce malgré les mensonges des médias, du

gouvernement et de Pepy... En effet, malgré cette propagande patronale, ils savent que la réforme ferroviaire serait un recul historique tant du point de vue des droits des cheminotEs que de celui de la qualité du service public. Il n'y a rien à sauver dans ce projet de loi, c'est pourquoi il s'agit de se battre pour un objectif clair: le retrait de la réforme!

Décider, contrôler, se mobiliser pour gagner!

Pour cela, les grévistes ne doivent compter que sur eux-mêmes: ce sera aux grévistes de diriger eux-mêmes le mouvement, en continuant la grève jusqu'au retrait, en mettant les états-majors syndicaux sous pression, en les empêchant d'aller négocier des aménagements de détail au projet de loi. Ces états-majors sont d'ailleurs reçus au ministère des Transports le jeudi 12 juin: aux grévistes des gares de la région parisienne d'y mettre leur grain de sel en prenant d'assaut cette réunion!

La réussite de la grève dépendra donc avant tout des grévistes eux-mêmes, et le pourcentage de grévistes ne suffira pas à gagner, si la majorité d'entre eux restent à la maison...



Le cortège de Sud Rail jeudi 22 mai. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

C'est pourquoi la participation aux AG va être décisive, pour contrôler la grève, en votant les revendications, les actions à organiser.

La direction va essayer de casser la grève en faisant rouler le plus de trains possible, notamment grâce aux cadres. Pour être la plus efficace, la grève devra donc réussir à diminuer ou même arrêter les circulations: cela dépendra du pourcentage de grévistes, mais aussi du nombre d'entre eux prêts à agir, à

aller convaincre les non-grévistes de les rejoindre, à tenir des piquets de grève, à occuper les voies...

Dans le contexte politique et social actuel, la mobilisation d'un secteur significatif de la classe ouvrière, sur le terrain de la lutte collective et à l'échelle de tout le territoire, représente un espoir. Cela peut être le premier pas vers un embrasement qui pourrait se généraliser: à nous de mettre le feu!

Correspondants

propres intérêts en usant à des degrés divers de moyens économiques, politiques et militaires.

Poutine a riposté à la chute de son allié, l'ancien président Ianoukovitch, par l'annexion de la Crimée puis en alimentant le soulèvement séparatiste «pro-russe» dans les provinces du Donetsk et de Louhansk. Les États européens, pour certains très liés économiquement à la Russie, divisés entre eux et avant tout désireux d'éviter une confrontation, ont réagi mais mollement. Au déplaisir des États-Unis qui, eux, agissent en fonction de leurs intérêts stratégiques globaux et voient notamment d'un très mauvais œil le rapprochement en cours entre la Russie et la Chine.

Pressions et négociations...

La venue d'Obama à Paris et dans le Calvados avait été précédée de son déplacement dans les pays baltes puis en Pologne. Là, le président américain avait haussé le ton le 3 juin en promettant à ces États ex-soviétiques un soutien accru, y compris sur le plan militaire: «*notre engagement dans la sécurité de la Pologne et dans celle de nos alliés en Europe centrale et orientale est une pierre angulaire de notre propre sécurité et il est sacro-saint*».

Le lendemain, Poutine répondait en dénonçant «*l'agressivité de la politique américaine depuis de longues années*». Le surlendemain, la réunion des puissances

occidentales du G7, reconstitué après la mise à l'écart de la Russie du G8, mettait en avant ses conditions – reconnaissance par Moscou des résultats des dernières élections en Ukraine et fin de son soutien aux séparatistes des provinces de l'Est – en menaçant d'adopter cette fois de véritables sanctions économiques, au-delà des mesures symboliques déjà prises. Les pressions, menaces, propositions et conciliabules se sont ensuite poursuivis pour tenter de trouver une issue.

Sur le dos des peuples

L'échange entre Poutine et Porochenko aurait – dit l'Élysée – permis d'évoquer «*de possibles mesures de désescalade*» et «*les*

modalités d'un cessez-le-feu», tandis qu'Obama a affirmé qu'il revenait de Normandie «*plus optimiste*» qu'avant. Pour les gouvernements allemand et français, en tout cas, ce pays en crise ne vaut pas le risque d'une confrontation grave avec la Russie. Selon Fabius le 7 juin, «*personne ne veut que l'Ukraine entre dans l'OTAN, ni les États-Unis, ni l'Europe ni même l'Ukraine (...)* Lorsque M. Porochenko dit que [l'accord d'association avec l'UE] est la première étape d'une Ukraine membre de l'UE, quand j'en discute avec mes partenaires européens il n'y a pas de majorité pour ça, c'est clair (...)

Notre conviction est de dire que l'Ukraine est en Europe mais que l'Ukraine devrait avoir de bonnes relations à la fois avec l'UE et avec la Russie.»

Il reste que toutes ces interventions se font sur le dos du peuple ukrainien. S'il était finalement signé, l'accord de libre-échange UE-Ukraine (dont on voit que Fabius ne le remet nullement en cause) aurait ainsi des effets dramatiques pour l'économie et notamment la structure industrielle du pays. Imposer les restructurations et la misère pour le plus grand profit des multinationales européennes, mais le faire autant que possible en accord avec la Russie, telle est la ligne «démocratique» et «pacifique» de notre propre impérialisme...
Jean-Philippe Divès

Le chiffre

2,4%

C'est, d'après le site Euractiv.fr, la proportion de réfugiés syriens accueillis dans l'Union européenne. 2,5 à 3 millions de personnes ont au total fui le pays, et seulement 60 000 sont dans l'Union européenne...



Agenda

Jeudi 12 juin, rassemblement en soutien aux mouvements sociaux brésiliens, Paris. À l'initiative du collectif unitaire «La Coupe est pleine», à 18h à proximité de l'ambassade du Brésil, 34 cours Albert 1^{er}.

Jeudi 12 juin, réunion publique sur la réforme ferroviaire, Paris. Avec Matthieu Chapuis, cheminot en grève, à 19h à l'Ageca, 177 rue de Charonne, Paris 11^e.

Vendredi 13 juin, fête du NPA 86, Poitiers. À partir de 20h au bar associatif et solidaire le Plan B, 30-32 boulevard du Grand-Cerf.

Du vendredi 13 au dimanche 15 juin, 150 ans de la Première internationale, Nancy. Programme complet: <http://www.150ans-premiere-internationale.org>

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Je ne partage pas toutes ses idées politiques mais lorsqu'il m'a proposé de travailler à ses côtés à l'invention d'un projet culturel, j'ai tout de suite dit oui.

Michel Cardoze, ex-militant communiste, ex-journaliste à l'*Humanité*, ex-présentateur météo à la télé, etc. devenu conseiller culturel du maire de Béziers soutenu par le FN, Robert Ménard, dans le *Midi libre* du jeudi 5 juin.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MILLEFEUILLE TERRITORIAL Nouvelle claqué électorale, nouvelle scène...

Décidément, le sort de la réforme territoriale semble intimement liée à la débâcle électorale du PS : au lendemain des municipales, Valls, promu Premier ministre, annonçait le « big bang »... Une semaine après les européennes, c'est Hollande en personne qui s'y est collé, nous présentant « sa » carte de découpage régional.

Selon le plan du Président, le nombre de régions métropolitaines passera de 22 à 14 en 2015. Elles seront « compétentes » en matière d'économie, d'emploi, de transports, de gestion des lycées et collèges et d'aménagement du territoire. Les conseils généraux disparaîtront en 2020. Les élections régionales et cantonales, dont il avait été question qu'elles soient reportées à 2016, auront lieu à l'automne 2015. Quant aux intercommunalités, elles devraient se regrouper et fusionner, passant d'un seuil minimum de 5 000 habitants à 20 000 en janvier 2017...

L'annonce a déclenché une avalanche de critiques : « découpage incongru », « réforme bâclée », faisant fi de « l'histoire », méprisant « l'attachement des citoyens » à leur région, leur département, leur village... Certains dénoncent une opération de « sidération », visant, par des méthodes « à la hussarde », à contraindre les parlementaires à voter une « réforme mal ficelée », produit d'arrangements de dernière minute avec certains « barons » locaux... au détriment de quelques autres. Une manœuvre politicienne de Hollande qui, englué dans une crise politique sans précédent, espérerait ainsi se redonner un semblant de légitimité



Hollande et Vallini: hop un bon coup de ciseaux! DR

en montrant qu'il reste « capable de décider » malgré le désaveu cinglant des élections. Ce que confirmait d'ailleurs récemment Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, disant en substance : « cela fait des années que les présidents reculent face aux difficultés de la réforme. Hollande, lui, est un président qui décide ! »

Des « économies » par milliards...

Hollande manœuvre, certes, mais il décide sans oublier les intérêts de la classe qu'il sert. Et ça n'est pas un hasard si, dans la cacophonie des réactions au plan de Hollande, celle d'Agnès Verdier-Molinié, la très libérale directrice de la fondation iFRAP¹ approuve globalement la décision du président. Elle précise ce que devraient en être les objectifs concrets : entre autres, pour les collectivités territoriales, « une baisse de l'ordre de 360 000 postes d'ici à 2022 et de 198 000 au niveau de l'État », le tout permettant d'économiser 25 milliards d'euros par an. De quoi donner raison aux estimations du secrétaire d'État à la réforme territoriale, Vallini, qui situait les économies que permettrait de réaliser la réforme dans une fourchette de 12 à 25 milliards par an...

Voilà qui résume bien les menaces qui se cachent derrière les petites manœuvres politiciennes de Hollande et sa prétention à en finir avec « les enchevêtrements, les doublons, les confusions » du millefeuille territorial.

Daniel Minvielle

¹ Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques, think tank de patrons spécialisés dans la « recherche »... des réductions des frais de l'État.

RÉFORME PÉNALE TAUBIRA **Un grand pas en arrière!**

Après deux ans d'atermoiements de l'exécutif, les députés ont adopté mardi 3 juin la loi sur « la prévention de la récidive et l'individualisation des peines ».

La ligne plus sécuritaire d'un Valls, alors ministre de l'Intérieur, avait déjà gagné à l'été 2013, et aujourd'hui, tétanisé par le climat politique délétère et l'obsession sécuritaire, le président de la République, aux abois, a une nouvelle fois recadré Taubira.

Rien de bien neuf...

Sa loi est une loi globalement dans la continuité de celles de la droite quand elle était au gouvernement, un dispositif de plus dans une justice dure aux plus pauvres.

Hormis l'abrogation d'une mesure sécuritaire de l'ère Sarkozy et l'inscription d'un principe constitutionnel dans le droit pénal, c'est la continuité assumée.

Les peines plancher mises en place sous la présidence Sarkozy sont effectivement supprimées, et les sorties dites sèches, les plus nombreuses pour les courtes peines, sans aucun accompagnement ou préparation à la sortie de prison, ne devraient plus être possibles.

Il y a aussi beaucoup de bruit, à gauche pour vanter l'avancée et à droite pour crier au laxisme, autour de l'individualisation des peines. Cette mesure, qui consiste à examiner les circonstances de l'infraction et la personnalité de l'auteur, ainsi que sa situation matérielle, familiale et sociale, est un principe



constitutionnel depuis 2005. La seule nouveauté est donc aujourd'hui son inscription dans le code pénal.

Renforcement d'une justice contre les pauvres

Tous les délits créés entre 2002 et 2012 sont maintenus. Ce sont essentiellement les incivilités : occupation de halls d'immeuble, refus de présenter ses papiers (parfois pour la cinquième fois de la journée !), rébellion... Et la consommation de stupéfiants reste un délit.

La fameuse contrainte pénale, c'est-à-dire le fait d'accomplir sa peine hors les murs de la prison, reprend les interdits, les obligations et les procédures déjà existantes, comme le sursis avec mise à l'épreuve, la semi-liberté, le port du bracelet électronique... La seule vraie nouveauté

consistait à la rendre possible pour tous les délits. Mais Taubira est revenue en arrière, puisque cette possibilité ne sera pas donnée à ceux qui auront des peines au-delà de 5 ans. Les tribunaux correctionnels pour mineurs, qui jugent depuis 2011 en adultes celles et ceux qui sont encore enfants ou ados, sont maintenus. Ils cassent de fait la spécificité de la justice des mineurs qui développe des accompagnements éducatifs de qualité pour résoudre les difficultés. L'ensemble de ce premier groupe de mesures signifie que la surpopulation carcérale va continuer : elle est en moyenne de 116 %, et plus de 1 000 personnes chaque nuit dorment sur un matelas posé sur le sol... Cela signifie que les condamnés pour de petits délits à de courtes peines vont continuer à « sous-vivre » en

prison. Ils sont la grande majorité : 73 % des peines sont des peines de moins de 5 ans.

Deux atteintes majeures contre les libertés

La rétention de sûreté, c'est-à-dire le fait que des personnes restent en prison après avoir purgé leur peine, est maintenue. Hollande candidat affirmait pourtant que c'était une rupture de l'État de droit...

Les CLSPD (conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance) présidés par le maire et le préfet, où siègent également des représentants des forces de police et de gendarmerie, seront destinataires des données confidentielles sur les citoyens sortant de prison pour participer à l'élaboration d'un plan d'application des peines. Ça aussi, c'est du hors droit : comment des élus, des policiers, pourraient-ils faire office de conseillers d'insertion ? Le mélange des différents pouvoirs, du juge, du policier, du politique, c'est ça leur démocratie ?

Cette loi ne résoudra rien. La prison restera un lieu de destruction des individus, un « haut lieu d'insécurité, de peur » dit Jean-Marie Delarue, le contrôleur général des lieux de privation de liberté. On s'y suicide 6 fois plus qu'à l'extérieur, elle favorise la récidive et 60 % y reviennent. Il faut supprimer la prison pour tous les actes délictueux, et au-delà nous battre pour arracher de vraies alternatives aux désespoirs qui conduisent parfois à la délinquance de la misère : un emploi pour tous et toutes, un vrai salaire, le droit à l'éducation, à la santé, au logement. Mais aussi la culture, l'échange, la solidarité. Bref, changer radicalement de société.

Roseline Vachetta

ATTENTAT DE BRUXELLES

Un acte odieux, une campagne hypocrite

Depuis l'arrestation à Marseille du tireur présumé du Musée juif de Bruxelles, Mehdi Nemmouche, le ministre de l'Intérieur, la gauche et la droite se livrent, avec la complicité des médias, à une campagne dont l'hypocrisie ne peut être masquée par l'odieux de l'attentat antisémite du 24 mai qui a fait quatre morts.

« **E**nquête sur l'islam en prison » titrait le *Parisien* à l'image de toute la presse qui relaie complaisamment la propagande gouvernementale. Sous couvert de lutte contre le djihadisme, Valls se veut homme d'action en déclenchant, en particulier à Toulouse, des perquisitions menées par la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure). Il s'agit de construire un lien entre Mohamed Merah, auteur de l'attentat antisémite de Toulouse, Nemmouche et les réseaux islamistes et djihadistes. Une fois encore Valls associe campagne contre les musulmans et prétendue lutte contre le terrorisme. Il n'imagine qu'une réponse policière plutôt que de s'interroger sur les responsabilités de l'État impérialiste français. Mehdi Nemmouche, pris en charge dès sa naissance par l'aide sociale à l'enfance, se convertit, en prison, à la religion puis rejoint un an durant des groupes islamistes en

Syrie. Si l'on en croit le ministre de l'Intérieur, Merah, Nemmouche ne seraient que des éléments d'un phénomène beaucoup plus important touchant des centaines de jeunes. Pourquoi des jeunes peuvent-ils adhérer à une idéologie religieuse réactionnaire, rejoindre les camps d'entraînement djihadistes, partir faire la guerre en Syrie ou revenir décidés à employer les méthodes terroristes qu'ils ont apprises pour leur guerre, contre l'Occident, les Juifs ? Comment de telles dérives sont-elles possibles ?

Les fruits pourris des politiques impérialistes

La montée du racisme, orchestrée par l'État lui-même, des nationalismes et, en corollaire, de l'antisémitisme, ainsi que l'omniprésence des religions associées à la régression sociale qui frappe tout particulièrement des jeunes rejetés par la société, fournissent le terrain à de telles dramatiques dérives individuelles. Et la politique de



Hollande sur les lieux de l'attentat à Bruxelles DR

l'État français lui-même en Syrie, encourageant les forces islamistes réactionnaires, n'a-t-elle pas ouvert bien des portes aux groupes djihadistes qu'il est bien incapables de contrôler ? Dans leur guerre permanente pour la domination du monde, les États impérialistes n'hésitent pas à enrôler à leur service des marginaux désespérés embrigadés dans ses groupes terroristes, nationalistes et religieux qu'ils cherchent à manipuler.

Toutes les mesures policières, la cyberpolice, seront impuissantes à enrayer les logiques sociales et politiques. D'ailleurs Valls n'est pas dupe : « Ce n'est pas tout de faire des lois, il faut aussi avoir les moyens de

les appliquer »... Certes mais ce qu'il veut, c'est faire l'opinion en flattant les peurs qui nourrissent les préjugés réactionnaires pour mieux la soumettre à l'État et à l'ordre dominant. C'est aussi ce que veulent le Front national, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) ou l'UMP en demandant que les djihadistes binationaux, qui partent combattre en Syrie ou ailleurs, soient déçus de la nationalité française. Des gestes inefficaces contre d'éventuels terroristes, mais une propagande pour embrigader la population au nom des prétendues valeurs qui fondent leur République impérialiste.

Yvan Lemaitre

PALESTINE Après l'union Hamas - Fatah

Après un cycle de discussion entre les deux composantes politiques démarré en avril-mai 2011, confirmé à Doha en février 2012, les deux forces antagonistes Hamas et Fatah se sont décidées à former un gouvernement dit de « technocrates » adoubé par les autorités de Gaza et de Ramallah.

Malgré les désaccords exprimés par le Hamas concernant la nomination de Riyad Al-Malki comme ministre des Affaires étrangères (en place depuis 2007) et la suppression du ministère des Prisonniers, ce nouveau « gouvernement » a prêté serment le vendredi 6 juin. Au-delà des affaires courantes, sa mise en place doit préparer un nouveau round d'élections en Cisjordanie et à Gaza. L'unité palestinienne ne peut que renforcer la force de la résistance. Encore faut-il analyser les bases politiques de cette entente. De fait l'autorité nationale palestinienne « unie » perpétue sa démarche des cycles découlant de Oslo. L'accord signé ne peut être plus clair : reconnaissance de l'État d'Israël, condamnation de la lutte armée, et reconnaissance et acceptation de tous les accords passés.

Changement de cap pour le Hamas
De Oslo en passant par les phases Wye Plantation de 1998, Camp David en juillet 2000, Sharm el-Sheikh en 2005, Annapolis en 2007 et la mise en place du Quartet (ONU, UE, USA et Russie), l'enfermement de la population, le vol des terres, les restrictions économiques, l'emprisonnement massif, la « judaïsation » de Jérusalem et le blocus de Gaza se sont renforcés du fait des politiques colonisatrices israéliennes. Lui qui déclarait ne pas reconnaître l'État d'Israël, le Hamas change de

cap politique, un changement qui découle sans aucun doute des évolutions politiques régionales. La chute de son allié en Égypte, par le coup d'État du Maréchal Sissi, la situation depuis trois années en Syrie, l'ont conduit à un alignement de plus en plus marqué sur les politiques des monarchies du Golfe et à marcher dans le sillon tracé par Mahmoud Abbas. La reconnaissance rapide du nouveau « gouvernement palestinien » par les puissances impérialistes (USA - Union européenne), suivi de près par la Russie et la Chine, permettra-t-elle à cette autorité palestinienne d'aboutir aux objectifs du peuple palestinien, la création d'un État de plein droit, le retour des réfugiés, la libération des prisonniers ? Poser la question, c'est interroger les politiques israéliennes connues de tous.

L'expansion israélienne continue
En 2006, le Likoud de Benyamin Netanyahu publiait officiellement son programme politique. Parmi les points forts de son plan : « Israël annexera une partie désignée de la Judée et de la Samarie [Cisjordanie]. Des zones autogouvernées arabes seront instaurées... ». On ne peut être plus clair sur le refus d'un État palestinien de plein droit ! Depuis 2003, date de l'élaboration de la « feuille de route », la dite « communauté internationale » se prononce contre la colonisation,

LE PAS LE BOL DES PALESTINIENS



sans pour autant mettre en œuvre de véritables sanctions contre l'État colonial qui annonce régulièrement la construction et l'extension des colonies implantées en Cisjordanie. L'expulsion des Palestiniens de Jérusalem, la destruction des habitations palestiniennes, le vol des maisons par les colons protégés par l'armée, comme c'est le cas dans le quartier de Sheikh Jarrah, n'entraînent que de vagues « inquiétudes », des phrases de condamnation à minima venues des chancelleries qui laissent de fait l'État colonial poursuivre sa politique expansionniste !

Refonder une force politique de résistance
Dès l'annonce de l'accord de gouvernement soutenu par le Hamas et le Fatah, les réponses israéliennes ont été à la hauteur de cet État voyou : lancement de projets de construction pour plus de 3000 logements

dans les colonies, gel partiel des taxes douanières dues à l'Autorité palestinienne, refus de libérer le dernier contingent de prisonniers comme annoncé lors de la reprise des dites négociations Autorité palestinienne - Israël... Qui peut croire à la volonté israélienne d'aboutir à un véritable accord pour deux États vivant côte à côte ? En fait, ce nouveau gouvernement de l'autorité nationale palestinienne met sous silence la nécessaire refondation de l'OLP, le seul représentant légitime du peuple palestinien, qu'il soit sous occupation, dans les camps de réfugiés à l'étranger ou dispersé sur la planète. Seule une refonte complète de l'OLP, intégrant toutes les forces politiques de la résistance, définissant une stratégie de libération nationale, peut sceller l'unité palestinienne pour obtenir le droit et la justice!
Marc Prunier

Le monde en bref

Turquie « L'esprit de Gezi », frayeur de l'AKP
Dans la soirée du samedi 31 mai, Taksim, le centre-ville d'Istanbul, était encore une fois occupée par des dizaines de milliers de personnes. Mais à l'inverse de 2013, les occupants étaient cette fois-ci les forces de l'ordre... En effet, 25 000 policiers et 50 chars anti-émeutes ont été mobilisés par le gouvernement pour empêcher toute manifestation fêtant l'anniversaire de la révolte de Gezi.



Métro, bateaux, tramway, bus, tous les moyens pour accéder à Taksim ont été suspendus afin d'empêcher les citoyens de commémorer la mort de jeunes résistants ayant péri lors des assauts de la police durant cette révolte. Alors que les CRS constituaient des barricades aux entrées et sorties de chaque rue, des centaines de policiers en civil (au look soi-disant « résistant », avec chemise à carreaux, sac à dos, casquette... et matraque !) étaient présents tout au long de l'avenue débouchant sur la place Taksim, intervenant au moindre rassemblement et slogan. Résultat de cet État d'exception (qui dévoile toute la frayeur de l'AKP) en plein cœur d'Istanbul : 203 gardes à vue et une centaine de blessés. Les autres villes du pays, Ankara et Adana en tête, n'ont pas été épargnées par cette démonstration de force de la part du gouvernement.

Un an après cette formidable révolte, s'il est bien question d'un affaiblissement de la vague de radicalisation, « l'esprit de Gezi » semble avoir prouvé qu'il était encore bien vivant dans la mémoire de l'AKP, hanté par l'idée d'un nouveau mouvement massif susceptible d'approfondir la brèche ouverte dans son hégémonie.
D'Istanbul, Uraz Aydin

État espagnol Rébellion et victoire populaires à Barcelone

Le lundi 26 mai, la police catalane a évacué le Centre social occupé de Can Vies, dans le quartier de Sants, après plusieurs années de conflits et de procédures avec la mairie et le propriétaire du lieu, TMB (l'entreprise des transports publics). Abandonné dans les années 90, le bâtiment a été à nouveau convoité avec l'arrivée du train à grande vitesse. Le Can Vies est un centre social en autogestion. Espace de réunions pour différents collectifs, espace culturel populaire et festif pour des soirées de soutien, c'est un lieu emblématique du mouvement « Okupa » où se côtoient jeunes et habitants du quartier. Celui-ci s'est toujours mobilisé massivement lors des nombreuses tentatives d'expulsion. Et c'était le cas encore ce 26 mai quand a démarré la démolition. La solidarité et la colère ont dépassé le Sants, et dans plusieurs rues du centre, des affrontements ont eu lieu entre la police et les jeunes. Barricades, containers brûlés, façades de banques et sièges de partis attaqués, une soixantaine d'arrestations et plusieurs blessés en 4 nuits. Face à cette révolte, la mairie a finalement stoppé la démolition, et le samedi 31, environ 400 jeunes et voisins du quartier se sont lancés dans la reconstruction. Et dans tout le pays, il y a bien un effet Can Vies, car une cinquantaine de rassemblements ont eu lieu en écho. Alors que l'austérité fait rage, avec 55,5% de chômeurs chez les moins de 25 ans, gouvernement et forces de répression se montrent de plus en plus brutaux, mais la rue de plus en plus déterminée et active aussi.
Sylvie Favier

SYRIE L'élection, « une comédie dans une mer de sang »

L'« élection » présidentielle en Syrie a eu lieu le 3 juin. Pour cette élection, deux autres candidats, « inconnus » à côté du dictateur, n'ont pas osé mettre sur les panneaux électoraux qu'ils étaient candidats à la présidence...

Pire, cette élection était restreinte à la zone de contrôle de l'armée régulière, une élection qui a tout d'un plébiscite et qui a donné au dictateur en place 88,7% des voix. Pendant cette période électorale, les barils n'ont pas cessé de tomber sur les zones « libérées », le régime ne se gêne plus pour gazer sa population, cette fois par le gaz chlore CL2. La dernière frappe a eu lieu le 4 juin contre la localité de Arbine, dans la campagne de Damas. Les grandes puissances se comportent comme si le dictateur faisait partie de toute solution « politique »... tout en disant qu'il n'aura pas de place dans l'« avenir » de la Syrie ! Ainsi, l'ex-ambassadeur américain à Damas, responsable du dossier de l'opposition, a déclaré le 4 juin que son administration n'a pas apporté de soutien « ayant un effet sur les terrains », soulignant qu'aujourd'hui l'enjeu n'est plus le départ d'Assad mais « les menaces grandissantes des extrémistes ». Et l'arène diplomatique internationale et régionale s'active : USA-Iran, Arabie saoudite-Iran etc. Le but est d'arriver à un arrangement entre les grandes puissances internationales et régionales, pour juguler l'élan révolutionnaire dans la région et conserver les régimes en place, y



À Damas, tee-shirt Assad, une, tout est dit... DR

compris le régime syrien, demandant seulement que le tyran constitue un gouvernement élargi comprenant des « opposants ».

Révolution, contre-révolution et résistances
La contre-révolution est multiple : en plus du régime et ses milices diverses, il y a les multiples groupes djihadistes qui répriment les masses populaires et révolutionnaires dans leurs zones de contrôle, et s'opposent entre eux pour les richesses, en particulier le contrôle des puits pétroliers. Qu'il soit pacifique ou armé, le mouvement populaire connaît un recul

évident depuis la fin de l'année dernière. Ce mouvement révolutionnaire fait face à de multiples ennemis, seul, sans mouvement de solidarité réel et efficace. Nous sommes dans une phase d'avancée des contre-révolutions, pas seulement en Syrie, et dans un reflux de mouvement révolutionnaire. Pour autant, il serait prématuré de parler de défaite, car les masses syriennes reprennent à nouveau les slogans originels de la révolution populaire, toutes illusions sur les mouvements « islamistes » étant largement dissipées : pour une Syrie libre et démocratique pour tous les Syriens, l'égalité et la justice sociale !

Les manifestations et autres actes de contestation continuent : dans la ville de Airaqa contre la présence de mouvements islamistes en avril, ou la grève générale dans la ville de Minbij au mois de mai. Les contestations populaires n'ont pas cessé dans les zones contrôlées par le régime : des comités de coordination ont réalisé une élection parallèle le 3 juin dans plusieurs villes du pays, élection où les candidats étaient les martyrs de la révolution populaire, en particulier Ghaiath Matar, activiste pacifiste de la ville de Darya arrêté le 6 septembre 2011 et mort sous la torture. Cette élection parallèle a eu beaucoup de succès mais les médias dominants l'ont ignorée. Plusieurs manifestations ont aussi eu lieu le 6 juin dénonçant le simulacre d'élection présidentielle sous le mot d'ordre : « ce n'est pas une élection, c'est une comédie dans une mer de sang ». La gauche révolutionnaire syrienne est activement impliquée, dans des conditions les plus difficiles et face à des ennemis nombreux, dans toutes les formes des luttes populaires, qu'elles soient dans les zones « libérées » ou sous contrôle du régime. La contre-révolution avance, la révolution résiste et continue !
Ghayath Naisse

D'un juin à l'autre...

Impossible de comprendre la situation actuelle sans remonter à juin dernier, lorsque des immenses manifestations ont eu lieu dans des centaines de villes du Brésil. L'étincelle avait été la question du prix des transports, mais les causes réelles étaient bien plus profondes.

Après des années de croissance économique et d'une relative paix sociale sous les gouvernements du Parti des travailleurs (PT), ces mobilisations étaient inscrites dans une sorte de « fin de cycle » qui touche une partie des pays latino-américains, ainsi que d'autres pays dits « émergents ».

Avec le cycle économique ascendant, ce sont aussi les aspirations des travailleurs et de la jeunesse qui ont augmenté. Comme si on cherchait à avoir « la part du gâteau », que ce soit en termes de salaire et conditions de travail, mais aussi d'investissement dans des services publics de qualité, accessibles pour toute la population. C'est là que les dépenses publiques stratosphériques, avec la préparation de la Coupe du monde et des Jeux olympiques, rentrent en contradiction avec les aspirations populaires. Cette contradiction était assez bien exprimée par les slogans du type « nous voulons que le transport, la santé et l'éducation suivent eux aussi les "normes de qualité" de la FIFA », en référence aux exigences imposées par la Fédération pour la tenue du Mondial au Brésil.

Transformations en profondeur

Et même après que les mobilisations de juin dernier se furent essouffées, quelque chose de très profond avait changé au Brésil. Pendant toute l'année qui a suivi,



on l'a vu sous différentes formes. Il y a eu d'abord l'apparition des « black block ». Malgré la stigmatisation dont ils ont été victimes de la part du gouvernement mais aussi d'une partie de la gauche brésilienne, et même si nous ne partageons pas leurs méthodes, ils ont fait preuve d'une capacité à converger avec d'autres mouvements, comme lorsqu'ils ont assuré le service d'ordre d'une manifestation d'enseignants en grève à Rio contre la répression policière. Les enseignants de leur côté ont été très reconnaissants et lorsqu'on attaquait les prétendus « casseurs », ils n'hésitaient pas

à les défendre, à l'image de cette fameuse pancarte qui disait « les black-block sont mes élèves »... Il y a eu ensuite la remise en cause de la politique d'extermination de la jeunesse des quartiers populaires par la police et l'apartheid social qui règne dans le pays. Les mobilisations contre la disparition de l'ouvrier du bâtiment Amarildo et plus tard contre le meurtre du jeune danseur DG en sont des exemples. Un autre a été celui du mouvement des rolezinhos (« petits tours »), lorsque les jeunes des banlieues et des favelas s'organisaient pour débarquer tous en même temps

dans un centre commercial d'un quartier riche, histoire de montrer que la ville leur appartenait aussi. Ils se faisaient interdire l'entrée et réprimer juste parce qu'ils étaient noirs et pauvres. Et de façon plus générale, les mythes sur l'identité profonde du peuple brésilien, supposé festif et fanatique de foot, ont été fortement atteints : désormais il y a des grèves pendant le carnaval, comme celle des balayeurs de rue de Rio, et une remise en cause du Mondial de football et de l'équipe du Brésil elle-même. Inimaginable !

D.C.

Une vague nationale de grèves et mobilisations populaires et de la jeunesse

Enseignants, éboueurs, employés communaux, universités, travailleurs des banques, ouvriers du bâtiment, chauffeurs de bus, ouvriers de l'automobile, travailleurs du métro. Dans tout le pays, les grèves se sont multipliées depuis le début de cette année, souvent de façon spontanée et radicale.

La victoire éclatante des balayeurs de Rio en mars, qui s'étaient servis de la période de Carnaval pour imposer leurs revendications, a montré la voie : on a compris que le fait de se mobiliser pendant des grands événements, devant les touristes et les caméras du monde entier, pouvait jouer dans le rapport de forces et être assez efficace, ce qui explique la multiplication des grèves à la veille de la Coupe du monde.

Ces grèves, qui de plus se combinent avec la poursuite des manifestations de la jeunesse et des mobilisations massives de mouvement sociaux comme les sans-logis, mettent le gouvernement face à un choix difficile : s'il ne cède pas au moins à une partie des revendications des travailleurs, il risque d'avoir une Coupe du monde fortement perturbée, notamment lorsqu'il s'agit de grèves dans des services « stratégiques » comme les transports. S'il cède, il pourrait encourager d'autres à entreprendre la même voie et approfondir la dynamique de la vague de grèves.



Il choisit donc souvent la voie de la répression, en même temps qu'il fait des concessions à certains mouvements sociaux comme le Mouvement des travailleurs sans-toit (MTST) – qui ont été des milliers à manifester la semaine dernière et à entourer un des stades du Mondial – pour essayer d'éviter la convergence et isoler les grèves.

Syndicats en porte-à-faux

Mais c'est souvent aussi les syndicats bureaucratiques et liés au

gouvernement qui sont mis en porte-à-faux, car toute une partie de ces grèves se font à l'insu de la direction de leurs syndicats. La grève des balayeurs de Rio en a été une illustration (voir article dans *L'Anticapitaliste* n°235). C'est aussi le cas d'une grève récente et assez symptomatique, celle des chauffeurs de bus de la ville de São Paulo, la plus grande ville du Brésil.

Après le début de la mobilisation, le syndicat jaune et mafieux a organisé une AG lundi 2 juin et fait voter un

accord avec le gouvernement. Le lendemain matin, les bus sont donc sortis normalement des dépôts et ont commencé à circuler. Mais vers midi, les chauffeurs ont demandé aux passagers de descendre, et ont amené les bus dans des grands carrefours et boulevards, pour ensuite les abandonner, entraînant le désordre dans un ville déjà chaotique...

Lorsqu'un journaliste a demandé à un des meneurs du mouvement pourquoi, s'ils voulaient faire grève, ils ne sont pas allés à l'AG du syndicat, celui-ci a répondu : « Mais vous êtes fou, vous voulez que je me fasse tabasser par les bureaucrates ? » Et lorsque le journaliste a demandé pourquoi alors ne pas avoir tout simplement empêché la sortie des bus des dépôts dès le matin, le même chauffeur a répondu : « Mais vous rigolez, maintenant vous voulez que je me fasse tabasser et par les bureaucrates du syndicat et par les gros bras du patron ? Ici dans la rue on est bien, car on est entre camarades »...

D.C.

BRE le Mon la co

Nombreux ont été ceux qui pensaient que, malgré les mobilisations et le mécontentement à la veille de la Coupe du monde, la passion du foot et le sentiment national prendraient le dessus.

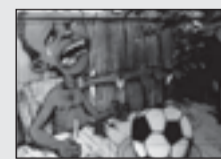
Ils se sont trompés ! Selon les enquêtes d'opinion, presque la moitié de la population considère aujourd'hui que le Mondial fait plus de dégâts qu'autre chose, et nombreux sont ceux qui déclarent même qu'ils ne supporteront pas la Seleção (l'équipe nationale brésilienne).

Les raisons de la colère des Brésiliens ?

- La préparation du Mondial a coûté presque 10 milliards d'euros d'argent public pour la construction de stades, aéroports, etc. qui pour la plupart ne serviront plus à rien une fois que l'événement sera fini. Cela pendant que les Brésiliens ne bénéficient pas de services publics basiques, tel que l'accès à la santé, à l'éducation et au transport pour tous.
- Plus de 170 000 familles et des peuples autochtones ont été expulsés de chez eux, avec des méthodes d'une extrême brutalité et sans solution de relogement, dans les régions avoisinant les stades.
- Une dizaine de travailleurs sont morts à cause des conditions de travail inhumaines dans les travaux de construction de stades et d'infrastructures liées à la Coupe du monde.
- La répression ne fait qu'augmenter, aussi bien contre les manifestations de la jeunesse que contre les travailleurs en grève et la population des favelas.
- L'État brésilien a dépensé une fortune en armements pour la répression, armements qui vont des bombes de gaz lacrymogène jusqu'à des armures pour les chevaux de la police. Les forces de l'ordre brésiliennes se font par ailleurs coacher par le FBI et par la police française...

On comprend mieux, avec un tel contexte, pourquoi la passion des Brésiliens pour le foot est ébranlée... Leur révolte est au cœur de ce dossier.

Daniela Cobet



EN FRANCE AUSSI, LA COUPE EST PLEINE !

Un collectif, La Coupe est Pleine!, regroupe plusieurs organisations politiques, syndicales et associatives, dont le NPA, dans le soutien aux mobilisations au Brésil. Un rassemblement a lieu le jeudi 12 juin, jour de l'ouverture du Mondial, devant l'ambassade du Brésil à Paris, 34 cours Albert 1^{er} (métro Alma-Marceau). Une réunion publique est aussi organisée le lundi 23 juin à 19h à la Bourse du travail de Paris (Métro République).

4 pages de campagne : <http://www.npa2009.org/content/la-coupe-est-pleine-4-pages-de-soutien-aux-mouvements-sociaux-brésiliens-brésiliens>

SIL dial de lère!

Soutien aux travailleurs du métro de São Paulo!

Depuis le jeudi 5 juin, les travailleurs du métro de São Paulo ont entamé une grève pour des augmentations de salaire et pour de meilleures conditions de travail et de sécurité des usagers.

Les grévistes se sont donc adressés aux usagers pour leur expliquer que leur grève n'étaient pas contre eux, mais contre leur patron, et ont même proposé de remplacer l'arrêt de la circulation par des journées de transport gratuit. Cela a été fermement interdit par la justice d'un État qui comprend bien le potentiel dangereux pour lui de l'unité entre les travailleurs et les usagers, en particulier les jeunes qui avaient participé il y a un an aux manifestations contre l'augmentation des tarifs de transport. Une fois en grève, les travailleurs ont dû faire face à la répression de la police qui a attaqué les piquets et de l'État qui a déclaré la grève illégale, et a licencié une partie des grévistes. Le lundi 9 juin, la police a réprimé un rassemblement de solidarité au piquet de

la station Ana Rosa et a mis en garde à vue 13 travailleurs. À l'heure où nous bouclons ce numéro, sous la pression de militants du Parti des travailleurs et d'autres partis liés au gouvernement, la grève a été suspendue pour 48 heures afin d'entamer des négociations, mais elle pourrait reprendre le jeudi 12, c'est-à-dire le jour de l'ouverture du Mondial. Les travailleurs du métro de Rio de Janeiro, la deuxième ville du pays, discutent eux aussi de la possibilité de se mettre en grève. Le NPA assure de sa solidarité pleine et entière aux travailleurs du métro de São Paulo et de façon plus générale à tous les travailleurs, les jeunes et les mouvements sociaux, qui se battent pour leurs revendications et leurs droits, et dénoncent les injustices liées à l'organisation de ce Mondial. D.C.

“ Pour le moment, il n'y a pas de processus de construction de nouveaux instruments d'organisation de masse ou de références claires à un nouveau projet politique ”

Entretien. Fernando Silva a 55 ans. Journaliste, il est actuellement secrétaire général du PSOL (Parti du socialisme et de la liberté) et membre de la Coordination nationale de Insurgência (courant du PSOL).



Où en est-on aujourd'hui des mobilisations contre le coût du Mondial de football?

Depuis les journées de juin 2013, lorsque des centaines de milliers ont manifesté dans plus de 500 villes, une nouvelle conjoncture s'est ouverte, avec la reprise des grandes luttes sociales. Il y a beaucoup plus de grèves pour des augmentations de salaires, plusieurs d'elles contre la volonté des dirigeants syndicaux bureaucratiques, des occupations de terrains urbains et des blocages de routes par des mouvements qui luttent pour le logement, des grèves d'étudiants, des luttes contre la répression policière, des luttes des peuples autochtones touchés par l'expansion de l'agro-industrie. Et, bien sûr, des manifestations contre les dépenses et les crimes de la Coupe du monde de football. En ce moment, les plus importantes sont les grèves dans les secteurs des transports et de l'éducation, et la lutte populaire pour le logement. Ce sont des luttes très massives, des combats radicalisés, qui paralysent de grandes villes où le problème de la mobilité urbaine est très grave, et où une grève du métro ou des bus peut être suffisante pour poser des problèmes pour la production dans d'autres secteurs.

La Coupe du monde a été organisée presque entièrement avec l'argent public. La grande majorité de ces infrastructures ne sont pas terminées, ce qui montre qu'il a eu détournement d'argent vers la corruption. Des milliards de Reals ont été dépensés pour les stades et on n'a pas avancé dans l'infrastructure et la mobilité urbaine. Et si l'on ajoute le fait que nous sommes dans un pays où

la santé publique est au bord de l'effondrement, où les problèmes élémentaires de logement pour tous et d'assainissement de base ne sont pas résolus, les dépenses pour la Coupe du monde ont été considérées comme un luxe inutile, un gaspillage, un manque de respect pour la situation de la majorité de la population. Les billets d'entrée sont aussi très chers, et la FIFA a imposé, avec la «loi générale de la Coupe», un vrai État d'exception. Le résultat est un surprenant esprit critique à l'égard de cette Coupe, compte tenu de la relation du Brésil avec le football. C'est très impressionnant dans un pays où le football fait partie de la culture nationale.

Comment le pouvoir actuel PT répond à ce mouvement?

Fondamentalement, de trois façons. Il a essayé d'intensifier sa politique de petites concessions pour les secteurs les plus pauvres de la classe ouvrière : un petit réajustement de la «Bourse famille» (les allocations familiales), du salaire minimum, en dessous de ce qui serait nécessaire, et des annonces d'augmentations partielles des investissements (pour l'éducation, la mobilité urbaine). Il a organisé un dispositif répressif monumental pour contenir les manif pendant la Coupe du monde et une politique dure de criminalisation du point de vue juridique. Pour avoir une idée, le gouvernement fédéral a dépensé 500 millions de Reals dans la sécurité pour la Coupe du monde (armes, haute technologie de contrôle et espionnage). L'armée sera dans les rues des villes lors de la Coupe. Il fait une large propagande nationaliste et d'euphorie pro-Coupe pour essayer de convaincre les gens que le moment est venu pour le pays de faire une grande Coupe du monde, etc.

La situation dans le pays est très contradictoire, car, même si la population suivra les jeux étant donné l'énorme intérêt pour le football au Brésil, il n'y a aucune euphorie. Un esprit très critique, et beaucoup de volonté de protester et revendiquer.

Comment la gauche radicale ici en France peut relayer la mobilisation des Brésiliens?

En rendant compte des luttes sociales du Brésil, et par la dénonciation de la répression qui se prépare à mettre en pratique un vrai État d'exception. Il faut profiter de ce mois de Coupe pour expliquer que les gouvernements sociaux-libéraux du PT ne sont pas des alliés des luttes de la classe ouvrière, car ce qu'ils font au Brésil, c'est gouverner en alliance avec le capital financier, les grands entrepreneurs de travaux publics et avec l'agrobusiness industriel.

C'est très important de nous aider à expliquer qu'il n'y a pas une véritable gauche au pouvoir au Brésil, que le gouvernement du PT est identique aux gouvernements «socialistes» en Europe.

Est-ce que cette radicalité sociale trouve des traductions politiques?

C'est une contradiction brutale du processus. Les journées de juin ont montré une énorme usure et une crise des représentations politiques traditionnelles, y compris des syndicats, qui sont parmi les institutions les plus usées. Mais pour le moment, il n'y a pas de processus de construction d'une direction nationale, de nouveaux instruments d'organisation de masse ou de références claires à un nouveau projet politique. Il y en a des expressions partielles, comme le MPL (pour le transport gratuit) qui a pris beaucoup d'importance en juin 2013, ainsi que le Mouvement des travailleurs sans toit. Mais ces mouvements sont sectoriels.

Dans la sphère politique, le PSOL est respecté par ces mouvements et, parmi les partis politiques radicaux, il est celui qui peut le mieux

dialoguer avec les exigences de la rue. Mais il est encore très fragile. Il est déchiré par une contradiction interne entre deux visions de plus en plus incompatibles : un secteur, actuellement la majorité de la direction, de plus en plus ouvertement réformiste, avec les pratiques bureaucratiques de la vieille gauche, et face à lui, un bloc large de gauche qui regroupe diverses forces de la gauche révolutionnaire brésilienne, soit la moitié du parti. Ces dernières sont généralement beaucoup plus ouvertes et liées aux demandes des rues.

beaucoup de méfiance des outils traditionnels tels que les partis, les syndicats, ou sur ce qu'est exactement le socialisme. Nous sommes donc toujours au Brésil en début de reprise du mouvement, avec une rupture entre l'ancien et le nouveau, et de nombreuses incertitudes. C'est seulement le début d'un processus, et une bonne participation (non dogmatique, sans enjeu d'appareil) de la gauche radicale anticapitaliste peut donner forme à de nouveaux instruments et à une nouvelle direction capable de relancer un projet politique de rupture à une échelle de masse.

Quelle sont alors les perspectives de la gauche brésilienne, notamment avec les élections présidentielle en octobre?

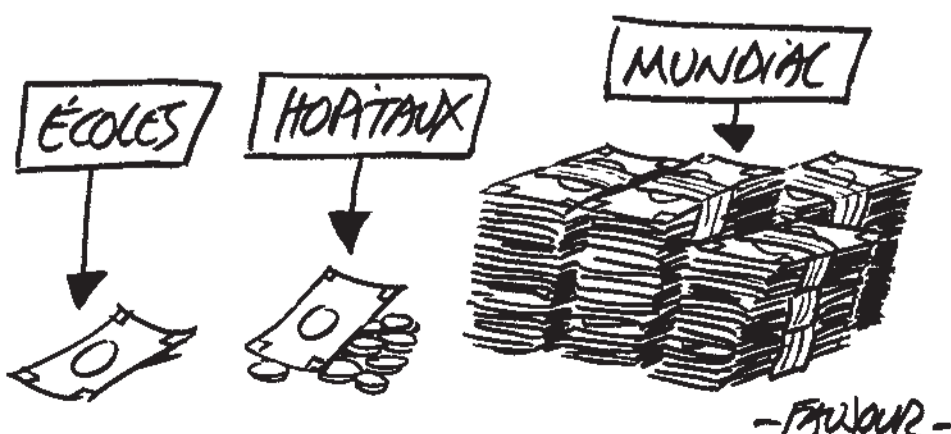
C'est encore difficile à prévoir. L'espace à la gauche du PT est un espace ouvert, mais pas une



grande avenue. Majoritairement, le PT est encore perçu comme le moindre mal, compte tenu du fait que les alternatives à sa droite ou «de centre» sont inoffensives ou catastrophiques aux yeux de la plupart des gens. D'un autre côté, il y a de la méfiance, et un discrédit des partis et les élections. C'est très fort chez les jeunes. Des enquêtes ont montré que les prochaines élections devraient connaître une augmentation importante de l'abstention (même si le vote est obligatoire au Brésil) et des bulletins de vote blancs et nuls. De plus, il n'y aura pas un candidat unique des partis de la gauche radicale, et le PSOL risque de se présenter avec un profil de campagne très institutionnel si la ligne du candidat de la majorité actuelle ne changent pas.

Mais même avec ces problèmes, le PSOL est en train de croître, y compris au plan électoral, depuis 2010. C'est lui qui peut tirer parti de cette nouvelle situation et de l'espace ouvert pour une critique de gauche dans la société. C'est plus important qu'il y a 4 ans, peut-être pas tellement au niveau national (l'élection présidentielle), mais plus dans les élections des États et pour les députés. **Propos recueillis et traduits par João Machado**

BUDGET BRÉSILIEN



AUBERVILLIERS (93)

L'insalubrité tue

L'incendie d'un immeuble à Aubervilliers éclaire de façon dramatique la situation du mal-logement en Seine-Saint-Denis. Que des gamins soient les auteurs de cette catastrophe est un problème en soi. Mais que des poussettes auxquelles on met le feu puissent embraser toute la cage d'escalier et piéger ainsi des habitantEs obligés de sauter dans le vide, faisant deux morts et une dizaine de blessés, là est la vraie question.

Combien d'immeubles insalubres, avec des escaliers en bois, sans issue de secours et dont les normes de sécurité ne sont pas respectées? La liste est longue des immeubles en Seine-Saint-Denis qui ont pris feu et ont tué : à Pantin, Saint-Denis ou Aubervilliers, les drames succèdent aux drames. Combien d'immeubles où les habitantEs sont obligés de faire des tours de garde pour prévenir les incendies? Quelles sont les réponses des pouvoirs publics? Là où il faudrait un plan d'urgence pour répondre à la pénurie de logements, pour réduire l'insalubrité et construire des logements sociaux accessibles à tous, les pouvoirs publics, le département, les communautés d'agglomération, ont choisi la carte de la rénovation urbaine, de la «requalification» de la population. Les opérations ANRU permettent des destructions d'immeubles, et le nombre de logements construits est bien loin de répondre à la demande.

Pas de rénovation sans relogement

Les listes des demandeurs de logements s'allongent, les centres d'hébergement, les résidences sont saturées. Ainsi, les habitantEs du 39 Gabriel-Péri à Saint-Denis, immeuble qui avait pris feu en septembre 2012, sont toujours hébergés sans proposition de relogement... Avec un parfait cynisme, les préfets prennent prétexte de ces incendies pour amplifier les expulsions d'immeubles insalubres, préférant des habitantEs à la rue que d'avoir à les reloger sous pression d'une opinion publique choquée.

Cette situation est insupportable. Samedi 24 mai, plusieurs collectifs d'habitantEs expulsés ou menacés de l'être dans les jours à venir – comme celui des Baras de Bagnolet/Montreuil, du campement Roms des Coquetiers à Bobigny, ou encore les familles d'Aubervilliers qui campent depuis plusieurs semaines dans le centre ville suite à leur expulsion – ont marché à plus de 500 vers le ministère de l'Intérieur.

Le préfet ne veut plus discuter? Eh bien allons voir plus haut! Tel était le sentiment général face à la banalisation de la violence de l'absence de logement. Du dimanche 15 au lundi 16 juin, une mobilisation sur le parvis de la préfecture de Bobigny, avec meeting et campement, va faire suite pour unifier les luttes locales et exiger enfin des réponses.

JMB

LA POSTE De nouvelles grèves, c'est le moment de se coordonner!

Les postiers du 92 mènent une grève depuis plus de 130 jours. Leurs revendications ont été presque toutes obtenues. Mais en même temps, la direction de La Poste s'acharne contre les grévistes, les principaux dirigeants et les syndicalistes qui les soutiennent...

Face à la détermination des grévistes, la direction est capable de reculer, au moins un peu, au moins pendant quelque temps. Mais ce qu'elle veut en échange, c'est le licenciement des syndicalistes combattifs pour avoir les mains libres pour continuer les réorganisations et les suppressions d'emplois qui vont avec. Mais le 92 n'est plus le seul problème pour la direction... Dans l'Isère, dans le Loiret, à Ajaccio, dans le 91, et surtout à Paris 15°, les grèves commencent à préoccuper la direction. La stratégie de celle-ci ne change pourtant pas : elle veut bien négocier (le moins possible) de la main gauche, pour réprimer (le plus possible) de la droite.

Dans les régions...

À Villard-Bonnot (Isère), où les facteurs sont en grève depuis le 15 mai contre la suppression de 6 tournées, La Poste casse les grèves avec l'aide des tribunaux : la direction est allée jusqu'à assigner en justice seize postiers et trois représentants syndicaux CGT et SUD devant le tribunal de grande instance et réclame 95 000 euros de dommages!

À Fleury (45), les facteurs se sont mis en grève contre une restructuration et la délocalisation du bureau. Là encore, les grévistes sont assignés au tribunal! Drôle de justice, car on attend toujours que les dirigeants de La Poste qui avaient été pointés du doigt par l'inspection du travail pour leur responsabilité dans des suicides de postiers soient interrogés par la police ou la justice... La Poste a annoncé aux facteurs d'Épinay-sur-Orge (91) qu'elle



À Épinay-sur-Orge, pendant la grève, les vélos restent au garage... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

comptait supprimer tout cadre de travail collectif pour les facteurs : le matin, on leur livrerait à leur domicile une botte de courrier qu'ils n'auraient plus qu'à distribuer. Et en prime, La Poste instaurerait des horaires de bureaux, avec pause «méri-dienne». Les facteurs de la ville se sont massivement mis en grève et leur mouvement est en passe de s'étendre à d'autres bureaux sur le département.

Contre les réorganisations et les suppressions d'emplois, le centre de tri du Vitulo, dont dépend Ajaccio, est en grève à plus de 40% depuis le 20 mai, et le bureau d'Ajaccio-ville l'est

à 80%. La Poste a beau raconter que «les lettres partent tout à fait normalement, partout en Corse, sur le continent ou à l'étranger», les faits sont là : deux tiers des tournées ne sont plus assurées!

Et même au cœur de la capitale!

Mais la plus grande crainte de La Poste peut se transformer en réalité : la grève s'installe sur Paris. C'est le Centre de distribution du 15° qui est en grève depuis le 21 mai contre la suppression de 12 jours de repos et de 23 emplois (sur 200). C'est leur troisième grève reconductible depuis 2010 alors que pendant longtemps, Paris 15 avait été considéré comme un bureau qui «ne bougeait pas».

Tous les jours, les facteurs se retrouvent sur le piquet de grève et ils ne se contentent pas de rester statiques : AG commune

avec les grévistes du 92, rassemblements devant le siège social, prise de parole dans d'autres centres parisiens. Et un préavis illimité a été déposé par SUD et la CGT pour l'ensemble des bureaux parisiens à partir du mardi 10 juin.

C'est donc le moment de continuer, de se rassembler, de se coordonner. Il faut lutter contre la politique de la direction qui vise à nous faire travailler plus, dans des pires conditions, pour un salaire moindre, pour ainsi obtenir de plus gros bénéfices dans une entreprise qui est censée assurer un service public... Et pour cela, la direction de La Poste n'a plus de limites : elle réprime tous les travailleurs qui osent résister. Mais les postierEs mobilisés ont bien fait la preuve ces derniers temps qu'ils ne se laisseront pas faire!

Martin N.

HARIBO (UZÈS) Un confiseur voyou se sucre sur le dos de ses salariés!

À Uzès (30), à la fin de nombreux contrats précaires, trois intérimaires d'Haribo – Jimmy, Sylvain et Jilali – ont décidé d'attaquer la direction de l'usine devant les prud'hommes de Nîmes en 2013.

Cumulant environ 600 contrats d'intérim durant 5 à 9 ans, ils demandent la requalification de leurs contrats en CDI, ce qui est parfaitement légal. Récemment une quarantaine d'autres intérimaires de cette usine l'ont obtenue grâce à la riposte menée par la CGT Haribo.

De convocations en convocations devant les prud'hommes, Haribo a réussi à chaque fois à faire retarder

l'examen du cas de ces trois employés précaires. Pourquoi considère-t-on que les salariés, eux, peuvent attendre que le patron veuille bien s'expliquer? Contrairement aux dirigeants d'Haribo, ces trois intérimaires n'ont plus rien pour vivre. De plus, ils ne trouvent pas de travail, refusés par les DRH des entreprises, mis sur une liste noire. Eux et leurs familles sont condamnés sans pitié à la misère et au désespoir.



Les trois intérimaires d'Haribo Uzès. DR

Chantage à l'emploi

Pourtant Haribo est loin d'être une PME en difficulté. Selon des chiffres récents, la filiale du géant allemand réalise plus de 200 millions d'euros de chiffre d'affaires à Marseille et à Uzès, il produit 50 000 tonnes de bonbons. La société y emploie 400 salariéEs en CDI et a employé jusqu'à 80 intérimaires par semaine (car

leurs contrats sont établis à la semaine).

Dans une petite ville comme Uzès, située dans une région qui connaît un fort taux de chômage, le chantage à l'emploi joue à plein de la part d'Haribo qui utilise sans vergogne les intérimaires comme «variable d'ajustement», selon l'expression technocratique chère aux économistes capitalistes. Haribo peut ainsi réaliser d'énormes bénéfices, ce qui lui permet entre autres de consacrer 10% de son chiffre d'affaires à la communication, mais pas de donner à ses intérimaires de longue durée le CDI auquel ils ont droit!

CorrespondantEs

MARCHES DES FIERTÉS 2014

Dans la rue pour l'égalité réelle!

Après l'ouverture du mariage aux couples de même sexe l'an dernier, ouverture qui a mis fin à une discrimination légale, on aurait pu croire que les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles ou transgenres, allaient rentrer chez eux et elles en vouant un culte au PS. Il n'en est rien, et les Marches des fiertés 2014 s'annoncent plus combattives que jamais!

Un seul droit, ça ne suffit pas!

L'accès au mariage n'était pas, et de loin, la seule revendication des LGBT. Au niveau des questions familiales, l'adoption reste en pratique toujours difficile à obtenir.

Quant à l'ouverture de la procréation médicalement assistée à toutes les femmes, le gouvernement, après l'avoir promise pendant la campagne électorale puis reportée aux calendes grecques, l'a définitivement enterrée en février,

PAYS BASQUE Dans la rue le 14 juin pour la résolution du conflit

Le collectif «J'y vais / Ni ere banoa», composé de 23 organisations dont le NPA, appelle à manifester le 14 juin à Bayonne en faveur du processus de paix au Pays basque. Pour la résolution politique, démocratique et pacifique du conflit, le mot d'ordre central en est: «Droits de l'homme – Résolution – Paix».



Zebda en concert après la manifestation. DR

celles et ceux qui en remplissent les conditions, et, pour toutEs les presos, la fin de la dispersion, le regroupement et le rapprochement du Pays basque. Il revendique le retour des exiléEs qui ont été expulsés par la France au début des années 80 vers un pays tiers.

Ces mesures immédiates entrent dans un processus global dont le but est la résolution intégrale du conflit, dont la libération de tous les prisonnierEs et le retour de tous les exiléEs qui le souhaitent. L'initiative du collectif est relayée par plusieurs appels: militantEs syndicalistes, jeunes, éluEs... qui appellent à participer massivement à la manifestation. Développer et élargir la mobilisation, c'est la voie pour contraindre au dialogue les États espagnol et français et gagner des droits démocratiques essentiels.

Claude Larrieu

Plus d'infos, dont une pétition: www.nierebanoa.org



Depuis la déclaration d'Aiete pour la paix signée par des «personnalités» internationales (dont Kofi Annan) le 17 octobre 2011, suivie trois jours plus tard de l'annonce par l'ETA de l'arrêt définitif de la lutte armée, le Pays basque connaît une opportunité historique de résoudre un conflit qui dure depuis plus d'un demi-siècle. Mais le processus en cours reste à sens unique...

En effet, si la société basque et ses organisations œuvrent à la paix, les États espagnol et français refusent toute négociation et persistent dans la répression, voire l'accentuent. Les arrestations, les procès, les mandats d'arrêt européens continuent. En septembre dernier, l'État espagnol a rendu illégal Herrira, association d'aide aux presos (prisonnierEs politiques basques, au nombre de 514 dont 110 dans les prisons françaises). L'association de familles de presos et d'exiléEs politiques basques Etxerat souligne une situation encore plus dure depuis 2011 pour les prisonnierEs gravement malades: 13 des 14 demandes de placement en régime atténué pour maladie grave ont été refusées (et la seule acceptée a été annulée par la suite), alors que, les années précédentes, les 12 demandes faites avaient été acceptées.

Une bonne nouvelle cependant: la Cour européenne des droits de l'homme est intervenue pour invalider la jurisprudence 197/2006 en Espagne (qui permet d'allonger la durée d'incarcération et s'applique de façon rétroactive) ce qui a obligé l'État espagnol à libérer une cinquantaine de presos à l'automne 2013.

Acteurs conscients du processus

Dans cette situation, les prises de position en faveur de la paix, les forums où interviennent des «experts» internationaux, les rassemblements et manifestations, se multiplient des deux côtés de la frontière. C'est dans ce contexte que le collectif inscrit la manifestation du 14 juin. Il entend inciter la population et l'ensemble

des organisations et associations à participer au processus de paix, à en être des acteurs conscients.

Dans son manifeste, le collectif estime prioritaire et urgent que soit mis un terme à toutes les mesures d'exception, dont les mandats d'arrêt européen. Comme par exemple Amnesty International, il dénonce l'utilisation de la torture dans l'État espagnol. Il demande la libération immédiate des prisonnierEs gravement malades, en particulier celle d'Ibon Fernandez Iradi atteint de sclérose en plaque et incarcéré à Lannemezan, l'accession à la libération conditionnelle pour

BNP La déraison d'État

Baudouin Prot préside la quatrième banque européenne et dirigeait au plus fort de la crise, dans le bureau de Sarkozy, le grand sauvetage des banques...

Aujourd'hui, ce capitaine de la finance vertueuse trébuche lourdement sur une affaire de falsification de documents dans le cœur new-yorkais de la finance, là où se traitent toutes les transactions internationales, forcément en dollars. La BNP voulait juste se faire beaucoup d'argent sur les ventes de produits pétroliers avec des pays soumis à embargo étatsunien: Cuba, Iran et Soudan. Et c'est tout le gouvernement qui se mobilise pour sauver Prot et ses actionnaires. Ceux qui justifiaient l'amende de 5 milliards d'euros infligée à Jérôme Kerviel, jugent «disproportionnée» la sanction de 7,3 milliards contre la BNP (10 milliards de dollars).

Une seule solution, la socialisation!

La BNP est dans la tourmente et il faudrait n'y voir qu'une



Baudouin Prot, patron de la BNP: Heu... t'as pas 7,3 milliards? DR

offensive «américaine» contre une banque «française»? En interne à la banque, les salariéEs redoutent d'avoir à payer pour les turpitudes de leurs dirigeants.

La crise financière mondiale, avec ses 100 000 milliards de dollars de dettes, menace toujours, et tout est bon pour mettre en scène des opérations de diversion. Face à sa dette abyssale de 17 000 milliards, le gouvernement américain, ne pourra pas se contenter de

mettre à l'amende quelques banques. Mais cette éventuelle ponction de 7,3 milliards fragilise encore plus le système bancaire français. Et confrontées à la récession, les banques n'arrivent plus à reconstituer leurs fonds propres en se contentant d'opérations financières «conventionnelles». Nous entrons vraiment dans des terres inconnues... La socialisation des banques est plus que jamais d'actualité.

Ludovic Fiaschi

provoquant la colère des lesbiennes et des bisexuelles. Des femmes ayant eu recours à une PMA à l'étranger se sont depuis vu refuser l'adoption de leur propre enfant, au motif de fraude. Cela a donné naissance dernièrement à la publication en Une du journal *Libération* d'un «Manifeste des 343 fraudeuses» ayant effectué une PMA hors des frontières françaises (en référence au «manifeste des 343» ayant eu

recours à l'IVG, alors illégale). Les droits des trans sont toujours au point mort. Enfin, les baisses des subventions aux associations de lutte contre le VIH/SIDA et les reculs sur l'éducation contre le sexisme et l'homophobie achèvent de prouver que le Parti socialiste n'a plus l'intention de soutenir les LGBT.

Entre les LGBT et l'extrême droite, le PS a choisi

L'explosion des scores du FN et la multiplication des agressions ne peuvent être expliquées sans tenir compte de la libération de la parole homophobe l'an dernier, avec la complaisance des médias et du gouvernement. Ce dernier, après avoir reçu des responsables religieux et la Manif pour tous, a reculé sur l'enseignement de la notion de genre comme construction sociale, cédant aux

théories complotistes homophobes et sexistes de l'extrême droite et contribuant à les légitimer. Les violences homophobes explosent, et le PS continue à se préoccuper davantage de gratter des voix à l'extrême droite. C'est un choix politique qui trace une ligne claire.

Une échéance politique majeure

En toute logique, dans le mouvement LGBT, le discours contre le gouvernement se radicalise. Les Marches des fiertés 2014 voient ainsi la multiplication de demandes d'exclusion du PS des cortèges. Elles mettent en avant la question de la PMA et celle des droits des trans, c'est-à-dire les axes politiques et de critique frontale des choix gouvernementaux. Les Marches des fiertés constituent des échéances de masse, avec des centaines



Dans la marche des fiertés à Lille en 2013. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / AREZKI

de milliers de personnes, qui ne viennent pas seulement pour la musique mais aussi et surtout pour les revendications. La volonté de se mobiliser pour continuer à exiger l'égalité des droits est toujours très forte dans le milieu LGBT.

DU 12 AVRIL AU 21 JUIN

Construire une riposte globale

Les dizaines de milliers de manifestantEs du 12 avril ont voulu cette initiative comme un premier sursaut, une première réponse face aux attaques du gouvernement et du patronat, notamment suite aux résultats des élections municipales. Et depuis, le Front national s'est retrouvé en tête (derrière l'abstention) des élections européennes...

Ce résultat, avec de plus les faibles scores du PS et de ceux qui à gauche contestent plus ou moins radicalement sa politique, n'a pas convaincu Hollande et Valls de renoncer à leurs attaques. Malgré la morosité dominante, des mobilisations sociales existent. Les postierEs dans de multiples sites, les intermittentEs du spectacle, les cheminotEs, toutes et tous résistent aux attaques patronales et gouvernementales. Mais face aux prochaines attaques qui vont se concrétiser avec la troisième conférence sociale du juillet prochain, nous devons nous donner les moyens d'une riposte plus globale.

Celle-ci passe de façon incontournable par le développement des mobilisations, mais aussi par la confrontation des multiples exigences sociales, des expériences de luttés, des propositions qui permettent d'inscrire chaque lutte pour des changements radicaux dans cette société de la misère, du mépris et de la répression.

Débattre et prendre l'initiative

Ce sont ces partages d'expériences, ces échanges de propositions, que se fixe le collectif dit du «12 avril». Riche de la pluralité des participantEs – associatifs, syndicalistes, organisations politiques et «personnalités» – le collectif s'est fixé comme objectifs de poursuivre les débats mais aussi de proposer des initiatives qui permettent de fédérer les mobilisations.

La journée du samedi 21 juin est la prochaine étape, avec au programme des interventions de représentantEs de secteurs en lutte (SNCF, hôpitaux, Alstom, Goodyear, logement, précaires, Notre-Dame-des-Landes, Sans papiers, Sanofi, intermittentEs, Fralib...) et 7 ateliers: sortir de la précarité, reconquérir et développer la Sécurité sociale et les droits sociaux, s'attaquer à la finance, reconquérir et refonder l'action publique, donner le pouvoir aux travailleurs, aux citoyens, promouvoir la transition écologique et un nouveau développement industriel, défendre et développer les droits, les libertés, lutter contre l'extrême droite...

La journée devrait se conclure par des propositions de mesures d'urgence et de mobilisations pour la rentrée. Une journée à construire toutes et tous ensemble.

Robert Pelletier

SAMEDI 21 JUIN – JOURNÉE DE DÉBAT

De 10 h à 17 h à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau, Paris 3^e (Métro République).

LES MARCHES DES FIERTÉS ont commencé le 17 mai et se termineront le 19 juillet.

À Paris, la Marche se déroulera le samedi 28 juin, départ 14 h de Luxembourg.

CorrespondantEs

Fête de LO**L'Anticapitaliste
la revue**

Le n°55 est disponible



Vous pouvez vous le procurer
en envoyant un chèque de 4 euros
à l'ordre de NSPAC à:

L'Anticapitaliste,2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.

Le ton était donné avec l'intitulé du débat – «*Face à l'offensive anti-ouvrière du gouvernement et du patronat, quelle opposition construire? Une opposition unitaire de la gauche au gouvernement ou une force politique clairement sur une base de classe communiste et révolutionnaire?*» – et avec la première intervention du camarade de LO qui a ouvert les hostilités.

Partant du principe qu'il n'était pas nécessaire de revenir sur l'analyse de la situation politique qui faisait largement accord entre nous, LO a centré la discussion sur nos «*démarches respectives (...)* qui sont différentes», et donc sur notre volonté de vouloir créer une opposition sociale et politique de gauche à ce gouvernement. S'en sont suivies des attaques en série sur notre prétendu «*suivisme*» et «*opportunisme*» à l'égard du Front de gauche et de Mélenchon, et les illusions que nous aurions envers «*la gauche*». La preuve de tout cela : notre participation à la manifestation du 12 avril... oubliant de signaler qu'eux-mêmes avaient participé en tant que signataire à la manifestation du 1^{er} décembre appelée unilatéralement par le Front de gauche contre l'augmentation de la TVA...

Il nous a fallu rétablir les faits, tout en développant la démarche qui est la nôtre : la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement à la botte du Medef, cela en vue de préparer un mouvement d'ensemble qui mette un coup d'arrêt à l'austérité et impose les mesures d'urgence répondant aux besoins de la population. C'est pour nous

Un dialogue de sourds

Durant trois jours s'est tenue la traditionnelle et conviviale fête de Lutte ouvrière du samedi 7 au lundi 9 juin. Comme chaque année, le NPA y a tenu un stand et nous avons aussi participé à un débat central avec LO.

le seul moyen de ne pas laisser l'initiative à la droite et à l'extrême droite. Et notre invitation à unir nos efforts pour œuvrer ensemble aux mobilisations et à la convergence des luttes, comme celles des postiers ou des cheminots, à débattre des moyens de s'opposer au Pacte de responsabilité, sont restées sans réponse.

L'isolement pour drapeau

À en croire les camarades de LO, les jeux étaient faits d'avance, le NPA étant quasiment par nature voué à se faire aspirer par le Front de gauche, puisque la LCR, qui en était à l'origine, avait fait le choix de renoncer au «*communisme révolutionnaire*». Alors qu'eux-mêmes sont «*les seuls à parler à la classe ouvrière*» et à être véritablement «*dans le camp des travailleurs*»... Face au Front national et à l'urgence sociale et politique, la seule proposition politique de Lutte ouvrière est la construction d'un parti communiste, ouvrier et révolutionnaire, dont le seul rôle est de préparer la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Certes, mais encore faut-il dire comment on construit ce parti? Et surtout, que fait-on pour résister aux attaques et inverser le rapport

Le 1^{er} décembre 2013, quand LO manifestait avec le Front de gauche et nous. DR

de forces? On ne peut pas attendre Godot indéfiniment...

Il ne suffit pas de critiquer les partis réformistes et de les dénoncer, d'aider «*la classe ouvrière à faire le tri*», comme il nous a été dit. Seul ou mal accompagné? C'est un peu plus compliqué car la dénonciation ou l'abstention ne font pas une politique. Nous ne croyons pas que nous pouvons seuls dans notre coin répondre aux défis et aux urgences de la situation. C'est pour

cela qu'il faut avoir une politique à l'égard des forces, de toutes les forces, qui influencent la classe ouvrière, comme le Front de gauche aujourd'hui. Face à une situation de crise inédite, nous devons œuvrer à construire l'unité du monde du travail pour résister à l'offensive sans précédent qu'il subit.

Mais de cela, à l'évidence, Lutte ouvrière n'en a peut-être pas pris toute la mesure...

Sandra Demarcq**Les comités en action!**

Louviers (27) Sortie de route de l'Huma Dimanche. Pour son dossier «*Après les européennes, la gauche peut-elle se relever?*», l'Huma Dimanche a interrogé des militants de Louviers, dont l'un d'entre nous. Certains propos qui lui sont prêtés sont quelque peu tirés dans le sens que souhaite la rédaction (Syryza présenté comme modèle...), mais cela passe encore. Ce qui est inacceptable, c'est la déformation des faits : «*Le NPA, bien implanté, a fait liste commune Front de gauche avec le PCF aux dernières municipales – en désaccord avec leurs fédérations – et a obtenu un score de 8%*». Deux contre-vérités en une phrase : comme on peut le vérifier sur le site du NPA27, le NPA n'a aucun problème, au contraire, à affirmer que «*le PS fait la politique du Medef et le jeu du FN*». Il n'en est pas de même pour la fédération de l'Eure du PCF qui s'est opposé à cet accord, a fait le silence sur notre campagne et soutenu publiquement, contre l'avis unanime de la cellule locale, le maire PRG (finalement battu). D'autre part, ce n'était en rien une «*liste commune Front de gauche*», mais une liste NPA-PCF Front de gauche. La rédaction n'a donc pas été capable de faire connaître à ses milliers de lecteurs une réalité qui dérange. Un droit de réponse a été demandé, sans réaction. Nous n'en continuerons pas moins dans la lignée de cette campagne municipale, avec le collectif «*Maintenant ça suffit, 100% à gauche!*» initié par le NPA et le PCF.

NPA Seine-Eure

Quelques échos des manifestations en mémoire de Clément Méric, contre l'extrême droite et le FN, manifestations qui se sont tenues entre le jeudi 5 et le samedi 7 juin.

Rouen (76) 200 personnes se sont rassemblées devant le théâtre des Arts de Rouen le jeudi 5 juin en mémoire de Clément Méric. Après une prise de parole d'un camarade de Ras l'Front Rouen et du CDLF (Collectif de défense des libertés fondamentales), nous avons manifesté jusqu'à l'hôtel de ville. C'est donc un cortège (Solidaires, CGT, NPA, AL, JC, Front de gauche, RLF, CDLF...) dynamique et déterminé qui traverse le centre ville de Rouen.

À l'arrivée à l'hôtel de ville, il y a eu une déclaration d'un représentant de la Jeunesse communiste, suite à l'agression de deux de leurs militants la semaine précédente par une dizaine de nervis d'un groupe identitaire normand.

Lisieux (14) Pendant les festivités du 70^e anniversaire du débarquement, le comité NPA Lisieux - Pays d'Auge, SUD/Solidaire Lisieux, le collectif Antifa Lisieux et le collectif Résistance du Pays d'Auge ont appelé à un rassemblement. Pourtant invitées, aucune autre organisation politique à la gauche du PS (PG, PCF, LO, POI), ni aucune autre organisations syndicales (CGT, FO, CFDT) n'ont répondu à l'appel...

Plus de 50 personnes se sont donc réunies samedi 7 juin dans le jardin public de Lisieux. Après 4 prises de parole (SUD/Solidaire, NPA, Résistance du Pays d'Auge et une militante antifasciste), l'ensemble des personnes présentes ont défilé dans



À Paris, 5 000 personnes samedi 7 juin. PHOTO:THÈQUE/ROUGE/JMB

les rues de la ville, passant par le marché puis faisant une halte devant la mairie UMP.

Un premier succès qui a regroupé bien au-delà du cercle militant habituel. Le NPA Lisieux - Pays d'Auge a appelé à ne pas en rester à cette seule journée, mais à lancer une véritable mobilisation antifasciste et anticapitaliste sur le Pays d'Auge.

Le Pontet (84) Samedi 7 juin, 70 personnes se sont rassemblées devant la mairie du Pontet (à côté d'Avignon), une mairie passée au FN lors des dernières municipales, pour le rassemblement organisé par le Collectif Antifasciste Vaucluse. La municipalité avait mis en place un impressionnant dispositif policier, empêchant les manifestants d'accéder au parc de l'hôtel de ville. Beaucoup de jeunes et d'habitants des quartiers populaires de la ville étaient présents ainsi que des lycéens ayant manifesté contre le Front national le 29 mai sur Avignon. Malheureusement, les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier n'ont pas répondu à

l'appel. Le fatalisme et la résignation face à la montée de l'extrême droite, dans une région où elle fait ses meilleurs scores, sont ancrés dans une partie du milieu militant, pourtant en décalage avec le bon accueil que suscite les actions du collectif antifasciste auprès des jeunes et des quartiers populaires. Ce rassemblement est un premier pas pour la construction de la nécessaire résistance à majorité municipale FN sur Le Pontet et plus globalement pour la reconstruction d'un mouvement antifasciste de masse.

Strasbourg (67) Si le Front national s'est confortablement installé en Alsace, il n'a toujours pas réussi à percer à Strasbourg où il n'arrive qu'en troisième position (derrière le PS et l'UMP) avec moins de 15% des voix aux dernières européennes. Toutefois, le jeudi 29 mai, des milliers de personnes, jusqu'à 3 000, se sont mobilisées en réaction aux scores du Front national aux européennes. Cette manifestation, essentiellement composée de lycéens, a été organisée par un appel

lancé sur les réseaux sociaux. Pour essayer de maintenir cette dynamique, le NPA Strasbourg a pris l'initiative d'organiser une manifestation le samedi 7 juin, un appel rejoint par les Jeunesses communistes, Alternative libertaire, Ensemble et le Parti de gauche. Au final seulement une petite centaine de personnes est venue manifester et réagir au danger que représente l'extrême droite partout en Europe. Cette manifestation est venue confirmer l'urgence de réunifier les forces antifascistes afin de permettre des réactions bien plus importantes à l'avenir.

Dijon (21) Samedi 7 juin, une centaine de personnes ont défilé dans les rues de Dijon. Ce fut l'occasion de dénoncer les idées d'extrême droite, mais aussi la montée électorale du Front national. Dans le cortège, beaucoup de jeunes sans étiquette, mais pas seulement. De nombreux visages connus du Parti de gauche, du Parti communiste ou du NPA gamissaient ainsi les rangs de cette manifestation appelée également par la FSU, Solidaires, le Mrap, Attac, la coordination antifasciste et Ensemble!

Auch (32) Une petite centaine de militants ont répondu samedi 7 juin à l'appel des syndicats et du Collectif gersois antifasciste auxquels se sont joints plusieurs représentantEs de divers partis politiques : NPA et FdG. Une table d'information sur le collectif avait été dressée et de nombreuses personnes se sont arrêtées pour le soutenir et le rejoindre. Après les deux interventions, celle de Solidaire et celle du Collectif très applaudies, il a été observée une minute de silence pour rendre hommage à Clément Méric, le jeune militant assassiné.

Hommage

Page coordonnée par Franck Gaudichaud

Gabriel García Márquez, un parcours dans les veines de l'Amérique latine

Le 17 avril dernier s'éteignait ce qu'il convient de nommer l'un des « monuments » de la littérature latino-américaine contemporaine: Gabriel García Márquez, surnommé affectueusement « Gabo » par ses centaines de milliers de lecteurEs dans le monde.

L'écrivain vivait depuis plus de 35 ans au Mexique, pays qui était pour lui plus qu'une terre d'asile, comme une deuxième patrie après avoir dû fuir sa Colombie natale du fait du conflit armé et des menaces qui pesaient à son encontre.

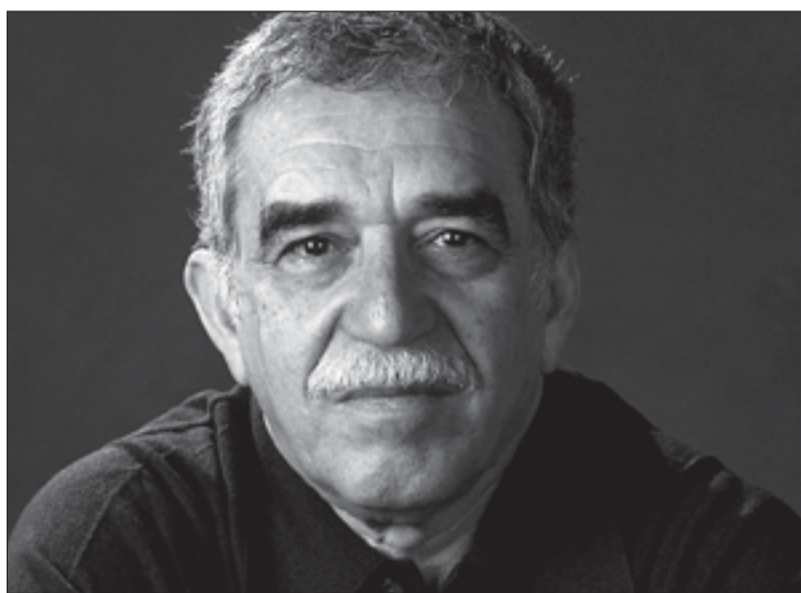
Du reportage au « réalisme magique »

L'auteur de *Chronique d'une mort annoncée* était détesté par l'oligarchie et les paramilitaires pour ses positions politiques progressistes et son soutien indéfectible à la Révolution cubaine. Il a pourtant été qualifié de « plus grand Colombien de tous les temps » par le président conservateur Juan Manuel Santos au moment de lui rendre un hommage national, en même temps que se déroulait des funérailles dignes d'un chef d'État au palais des Beaux-Arts de Mexico. Même s'il n'a pu la conter pleinement dans le premier tome de ses mémoires *Vivre pour la raconter*, paru en 2002 et resté sans suite, la vie de Gabo aura suivi nombre des aléas du siècle passé et les grands conflits de l'Amérique latine. Écrivain hispanophone le plus lu et traduit dans le monde, transformé en icône y compris par ceux qu'il a toujours combattus, il se plaisait à

répéter que sa vocation première était celle de journaliste, « le meilleur métier du monde ». Avant de passer à la littérature, il s'était fait un nom avec ses chroniques pour plusieurs quotidiens colombiens. Né sur la côte caribéenne dans une famille de la petite bourgeoisie, et après des études de droit qu'il jugeait peu passionnantes, ils se jette à corps perdu, dès 21 ans, dans le travail de reporter, un engagement où se forge sa plume. Son style est souvent plein d'humour et de double sens, jouant y compris avec les faits pour mieux approcher la réalité de son continent et sa complexité. Ses livres témoignent néanmoins de rigueur, du goût du témoignage (lire par exemple *Journal d'un enlèvement* – 1997) et de l'histoire, le tout immergé au sein d'un « réalisme magique », allégorique, volontiers épique, non exempt de contradictions.

Un écrivain « subversif »...

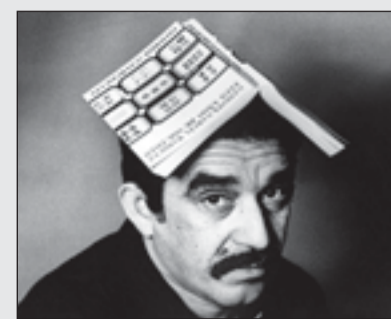
Comme pour toute une génération, la Révolution cubaine de 1959 sera pour lui l'heure des brasiers : il participe activement à sa défense en cofondant l'agence de presse Prensa Latina. De là aussi son amitié avec Fidel Castro (« une amitié intellectuelle » dira-t-il), et son refus de critiquer les errements de la Révolution au nom



d'une solidarité anti-impérialiste qu'il a toujours revendiquée (tout en cherchant en coulisse la libération de prisonniers politiques). Il avait d'ailleurs été étiqueté de « subversif » et interdit de territoire aux États-Unis jusqu'à l'élection de Bill Clinton, autre grand ami de l'écrivain, tout comme l'était François Mitterrand. Preuve s'il en est qu'il était loin d'être un « communiste militant » ainsi que certains biographes ont cherché à le peindre...

Le début de sa renommée date de 1967 avec la publication de *Cent ans de solitude* et atteint un climax en 1982 lorsqu'il reçoit le prix Nobel de littérature. Très attentif à l'actualité politique, à « la solitude du pouvoir », aux luttes des peuples de la « patria grande » comme aux petites misères du quotidien, il laisse une œuvre qui reste essentielle pour comprendre, au moins en partie, l'Amérique latine actuelle.

Franck Gaudichaud



Parmi ses livres essentiels...

1967 | *Cent ans de solitude* (voir article)

1975 | *L'Automne du patriarche* : inspiré de la fuite du dictateur vénézuélien Marcos Pérez Jiménez en 1958, suite à un soulèvement populaire, mais aussi une parabole sur les dictatures en Amérique latine.

1981 | *Chronique d'une mort annoncée* : récit inversé d'un meurtre et allégorie de la violence en Colombie.

1985 | *L'Amour aux temps du choléra* : une histoire d'amour entre deux amants au crépuscule de leur vie, basée sur des événements réels.

1989 | *Le Général dans son labyrinthe* : le dernier voyage du Libérateur Simon Bolívar et une réflexion magistrale sur le pouvoir.

librairie
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 | Fax : 01 49 28 52 43
contact@la-breche.com



Plus jamais cent ans de solitude!

Cent ans de solitude raconte l'histoire d'un village fictif, Macondo, à la fois histoire de la Colombie et de la modernité de l'Amérique latine. Modernité marquée par de multiples et infructueuses tentatives de se libérer du passé colonial et de ses réapparitions dans le présent.

leur causalité linéaire – se mélange, en s'hybridant, avec la réalité magique et « excessive » du continent américain.

Témoigner des douleurs et des aspirations

Le succès de ce modèle esthétique du « réalisme magique » (et la nocivité de cette célébrité) est tel, qu'il fait partie aujourd'hui d'une campagne de publicité touristique du gouvernement colombien... Malgré García Márquez lui-même, cette esthétique a fini par rendre « exotique » la réalité latino-américaine, la convertissant en une sorte de miroir inversé, binaire et abject, de la raison occidentale : lieu de l'irrationalité, de l'excès et de la mort. Mais nous aurions tort de lire ainsi l'œuvre maîtresse de García Márquez : ce qu'a recherché l'écrivain colombien, c'est surtout un langage, une manière de s'exprimer qui serait capable de transmettre l'expérience historique des peuples de l'Amérique latine. Macondo est l'emblème d'une expression littéraire autonome, libérée des lourdeurs esthétiques et philosophiques européennes. Une littérature qui voulait témoigner des douleurs et des aspirations d'un continent à la recherche de sa libération. Lue plus de quarante ans après sa

publication, *Cent ans de solitude* garde la brillante fulgurance d'une expression littéraire qui essaya de parler aux peuples latino-américains dans leur propre langue et à partir de leur imaginaire émancipateur. Néanmoins, l'ombre funeste du « créolisme »² plane sur un roman dans lequel les grandes masses indigènes, les afro-descendants ou les femmes sont marginalisés ou hautement « exotisés », telle la lubrique mulâtresse Petras Cotes dont la sexualité excessive provoque la multiplication de tous les animaux à sa proximité. Macondo est une fiction autonome, totale, fermée sur elle-même, mais par les interstices de structures patriarcales presque, ou pas du tout, remises en question par le créolisme tacite du récit, s'infiltrèrent des voix aujourd'hui incontournables. *Cent ans de solitude* est une œuvre essentielle, éclairante, quoique encore insuffisante, vers l'indépendance d'un continent qui ne sera plus jamais seul...

Luis Martín-Cabrera (professeur de littérature à l'université de San Diego)
Traduction Helena

1 – Point, 2014, 8 euros.

2 – Mouvement littéraire latino-américain né suite aux indépendances du XIX^e et dominé par les nouvelles élites métisses et blanches du continent (NdT).

« L'Amérique latine et sa volonté propre »

Extrait du discours à la réception du Prix Nobel de Littérature en 1982

“ L'Amérique latine ne veut et n'a pas de raison d'être un fou sans volonté propre. Il n'est pas, non plus, chimérique de penser que sa quête d'indépendance et d'originalité devrait devenir une aspiration occidentale. Cependant, les progrès de la navigation, qui ont réduit tant de distances entre nos Amériques et l'Europe, semblent, en revanche, avoir augmenté notre distance culturelle. Pourquoi l'originalité qu'on nous admet sans réserve dans la littérature nous est refusée avec toutes sortes de suspensions dans nos si difficiles tentatives de changement social ? Pourquoi penser que la justice sociale, que les Européens progressistes essaient d'imposer dans leurs pays, ne pourrait-elle pas être aussi un objectif latino-américain, avec des méthodes différentes dans des conditions dissemblables ? Non : la violence et la douleur démesurées de notre histoire sont le résultat d'injustices séculières et d'amertumes innombrables, et non un complot ourdi à 3 000 lieues de notre maison. Mais nombre de dirigeants et penseurs européens l'ont cru, avec l'infantilisme des anciens qui ont oublié les folies fructueuses de leur jeunesse, qu'il était impossible de trouver une autre destinée que de vivre à la merci des deux grands maîtres du monde. Telle est, mes amis, l'ampleur de notre solitude. ”

Traduit de l'espagnol par Estelle et Carlos Debiasi

(source El Correo : www.elcorreo.eu.org)

En ce sens, *Cent ans de solitude* est à la littérature ce que la révolution cubaine est à la politique : un effort pour rompre les structures de dominations impérialistes en général, et celles de la rationalité occidentale en particulier. Ainsi, à Macondo, le temps est circulaire ; le curé lévite après avoir bu une tasse de chocolat ; les morts, comme Prudencio Aguilar, rendent visite aux vivants ; les vivants sont atteints d'une épidémie qui leur fait perdre la mémoire et, d'une manière générale, la notion de réalité telle que nous l'entendons en Occident – le temps et l'espace dans



L'Anticapitaliste | Libre expression

ÉTAT ESPAGNOL Organiser le mouvement et le centrer sur l'exigence d'un référendum: pour la monarchie ou pour la république?



Entretien. Militant à Madrid, Raul Camargo est membre de la direction de Izquierda anticapitalista. Avec lui, nous revenons sur les perspectives de Podemos et le regain d'un mouvement populaire en faveur de la république après l'abdication de Juan Carlos 1^{er}.

Quel bilan tires-tu de la campagne européenne de Podemos? Cela a été un succès de tous les points de vue. En fait, Podemos était entré en campagne dès son lancement le 17 janvier dernier. Depuis cette date, des meetings très importants ont été tenus dans tout l'État espagnol, un programme a été débattu au sein des cercles (qui sont des assemblées de base, territoriales ou de secteur d'intervention) ainsi que par Internet. Plus de 33 000 personnes ont participé aux primaires ouvertes, c'est le chiffre le plus élevé pour un scrutin de ce type dans toute l'Europe... Au cours de la campagne électorale proprement dite, les meetings ont été massifs et le message a réussi à toucher des secteurs importants qui auparavant s'abstenaient, ou bien votaient de façon résignée pour Izquierda Unida¹ ou même pour le PSOE². Les 1245 000 voix obtenues, les cinq députés européens sont un excellent résultat pour un projet qui n'est vieux que de cinq mois...

Comment continuer Podemos après les élections? On débat en ce moment même du processus devant aboutir, à l'automne, à l'assemblée constituante de Podemos. Après le résultat des européennes, les cercles se sont multipliés, passant de 400 à près de 1 000.

Organiser tout cela ne sera pas facile, mais nous nous appuyons sur l'enthousiasme considérable des gens qui se pressent dans les assemblées.

Le pouvoir, les deux grands partis politiques PP [droite] et PSOE sont discrédités, mais l'austérité continue. Podemos est-il aussi un outil pour la mobilisation sociale, les luttes?

De nombreux cercles ont commencé dès leur création à se lier aux luttes sociales qui se déroulent sur leurs territoires respectifs. Avec le développement très important que nous connaissons, les cercles de Podemos peuvent devenir rapidement un facteur de dynamisation de nombreux conflits sociaux.

Après l'annonce de l'abdication de Juan Carlos, il y a eu plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues lundi soir, puis des manifestations samedi... Quelles suites pour un mouvement anti-monarchie, républicain, dans l'État espagnol?

La possibilité existe de former un mouvement très large pour le droit à décider de la forme de l'État. Le régime mis en place en Espagne après la Transition³, et qui s'appuie sur la «troïka» PP-PSOE-monarchie, subit une crise grave. Le résultat des élections européennes a constitué pour lui un coup très dur, les partis



majoritaires n'atteignant même pas 50% des voix. Les premières manifestations ont été importantes, mais pas immédiatement massives. Il est nécessaire d'organiser ce mouvement et de le centrer sur l'exigence d'un référendum: pour la monarchie ou pour la république? Et, dans le même temps, il s'agit de construire une idée de la république en tant que sujet librement constitué, où les nations telle que la Catalogne, le Pays basque et la Galice puissent décider si elles souhaitent ou non appartenir au nouveau pays qui en résulterait.

Référendum, processus constituant... Que veulent les anticapitalistes pour l'État espagnol? Nous pensons qu'il faut aujourd'hui défendre le référendum en tant que mot d'ordre démocratique de base, mais aussi le lancement de processus constitutifs (au pluriel) qui donnent la parole aux gens pour décider de tout, y compris concernant l'économie. En ce sens, une mesure élémentaire dans cette période est de réaliser un audit de la dette afin de ne pas payer la partie qui sera considérée illégitime.

Comment articuler perspectives pour l'Espagne et prise en compte des réalités régionales et faits nationaux (Catalogne, Pays basque...)? Les nations de l'État espagnol doivent pouvoir décider, sans rencontrer aucun type d'obstacle, si elles veulent ou non faire partie de l'Espagne. Une des mesures les plus antidémocratiques de la Constitution espagnole de 1978 est d'avoir totalement fermé la porte à la possibilité, pour les peuples basque, catalan et galicien, de décider librement de leur avenir. L'internationalisme que nous défendons est parfaitement compatible avec l'exigence de l'autodétermination de ces peuples, au sein desquels de larges majorités sociales réclament une autre relation avec le reste de l'État. **Propos recueillis par Manu Bichindaritz (traduction par Jean-Philippe Divès)**

- 1- Gauche unie, la coalition formée autour du Parti communiste d'Espagne, membre du PGE (Parti de la gauche européenne).
- 2- Parti socialiste ouvrier espagnol, nom historique et officiel du PS social-libéral.
- 3- Le processus, entre 1975 et 1978, du passage de la dictature franquiste à l'actuel régime monarchique et parlementaire.



Vu ailleurs

bastamag CAPITALISME CRIMINOGENE. Le nouveau capitalisme qui se développe depuis les années 80 comporte des incitations et des opportunités à la fraude d'une ampleur inédite. L'alliance entre la financiarisation, la dérégulation et une mondialisation excessive forme un cocktail explosif. [...] Entre 2008 et 2012, nous avons connu une révolution, dans le sens astronomique du terme: nous sommes revenus au point de départ! Rien n'a changé. Les grandes promesses de re-régulation se sont traduites par de petites lois à caractère cosmétique, qui n'ont modifié ni l'architecture du système financier international, ni les mauvaises pratiques, ni les incitations à la prise de risques inconsidérés et à la fraude. Ou alors de manière marginale. Le lobby de la finance a su neutraliser les volontés de réforme en profondeur du système. Il est fascinant de voir que tous les mécanismes à l'origine de la crise de 2008 – comme les modes de rémunération des grands dirigeants par exemple – sont quasiment restés inchangés. y a un problème de déni et d'aveuglement. [...] Ces crises financières à répétition, à forte dimension criminelle, naissent en haut de la société, au sein de l'Upper World. Elles interrogent le mode de fonctionnement des élites. Celles-ci n'ont aucun intérêt à revenir sur un système qui, dans sa dimension à la fois prédatrice et frauduleuse, fonctionne à leur avantage depuis les années 80. Il leur a permis de s'enrichir de manière anormale, dans des proportions inconnues depuis le 19^e siècle.

«Face à la dimension criminelle de la crise, les élites sont aveugles, incompetentes ou complices», interview de Jean-François Gayraud, auteur du *Nouveau capitalisme criminel*, par Agnès Rousseaux, Bastamag, jeudi 5 juin 2014.

S'abonner à L'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 18 € <input type="checkbox"/> 36 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org